



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 9 MAI, 1896.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1249

Proclamation

Canada, Province de Québec. } J. A. CHAPLEAU.  
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIÈME jour d'AVRIL dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-seize, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGTIÈME jour du mois d'AVRIL mil huit cent quatre-vingt-seize, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 9th MAY, 1896.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1250

Proclamation

Canada, Province of Québec. } J. A. CHAPLEAU.  
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTIETH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-six, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTIETH day of the month of APRIL, one thousand eight hundred and ninety-six, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

**SACHEZ MAINTENANT QUE**, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présents vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, **SAMEDI**, le **TRENTIEME** jour du mois de **MAI** prochain, et y agir comme de droit. **CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.**

**EN FOI DE QUOI**, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : **TÉMOIN**, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable **JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU**, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

**A** Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce **TREIZIEME** jour d'**AVRIL**, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la cinquante-neuvième.

Par ordre,

**EUG. ROUILLARD**,  
Député-Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
419 Québec.

**NOW KNOW YE**, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on **SATURDAY**, the **THIRTIETH** day of the month of **MAY** next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. **HEREIN FAIL NOT.**

**IN TESTIMONY WHEREOF**, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : **WITNESS**, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable **JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU**, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

**At Our Government House**, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this **THIRTEENTH** day of **APRIL**, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-six, and in the fifty-ninth year of Our Reign.

By order,

**EUG. ROUILLARD**,  
Deputy Clerk of the Crown in Chancery,  
420 Québec.

## Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA  
COLONISATION.

### AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné, que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'agriculture et de la colonisation la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté d'**YAMASKA**, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame de Pierreville.

**LOUIS BEAUBIEN**,  
Commissaire de l'Agriculture et de la  
Colonisation.

Québec, 7 mai 1896.

2211

PROVINCE DE QUÉBEC.

Department des Terres de la Couronne.

### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6420.

*Arundel.*

Lots 28 et 29, du 5e rang, à Honoré Doré.

**E. E. TACHE**,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,  
Québec, 5 mai 1896.

2151

## Government Notice

DEPARTMENT OF AGRICULTURE AND COLONI-  
ZATION.

### PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given, that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture and colonization the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club which is hereby constituted in corporation.

In the county of **YAMASKA**, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmers' club of the parish of Notre Dame de Pierreville.

**LOUIS BEAUBIEN**,  
Commissioner of Agriculture and  
Colonization.

Quebec, 7th May, 1896.

2212

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

### PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6420.

*Arundel.*

Lots 28 and 29, in the 5th range, to Honoré Doré.

**E. E. TACHE**,  
Assistant Commissioner.

Crown Lands Department,  
Quebec, 5th May, 1896.

2152

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants, des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

*Canton Matapedia.*

Lot 33, du rang Riv. Matapedia, à Mary Ann McAvoy.

*Canton Thetford.*

½ N. E. du lot 6, du 11e rang, à Ls. Carrier.

*Canton Wolfe.*

Lot 9, du 1er rang, à Geo. Gaudreau.

*Canton Chilton.*

Lots 6 et 7, du 7e rang, à Jos. Lachapelle.

Lots 8 et 9, du 7e rang, à Mag. Crépault.

Lots 10 et 11, du 7e rang, à Chs. Crépault.

Lot 22, du 7e rang, à Jos. Giguère.

Lot 23, du 7e rang, à P. Giguère.

Lot 24, du 6e et du 7e rangs, à Alcide Perreault, cédés à Patrick Dupras.

*Canton LaBarre.*

Lot 18, du 10e rang, à Thadée Gaudreau.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne.

Québec, 9 mai 1896. 2225

## PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

*Canton Ristigouche.*

Lot 3, du 6e rang, chemin Kempt, à Jos. Sirois.

*Canton Delisle.*

Lot 36, du 1er rang, à Tim. Topin.

*Canton Archambault.*

Lot 28, du 13e rang, à M. David.

E. E. TACHE,  
Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne.

Québec, 2 mai 1896. 2119-2

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 28 avril 1896.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par Narcisse Forest, écuyer, notaire public, de Sainte-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Antoine Fortier, écuyer, en son vivant notaire public, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685 S. R. P. Q.

LOUIS P. PELLETTIER,

2067-2 Secrétaire de la province.

No 638-95.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Détacher les lots Nos 5 et 6, du Ve rang, et le lot No 1, du VIe rang du canton de Masham, de la municipalité de "Masham", comté d'Ottawa, et les annexer à la municipalité de "Wakefield-Nord", dans le même comté, pour les fins scolaires.

2121-2

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

*Township Matapedia.*

Lot 33, of Matapedia Riv. range, to Mary Ann McAvoy.

*Township Thetford.*

N. E. ½ of lot 6, 11th range, to Ls. Carrier.

*Township Wolfe.*

Lot 9, of 1st range, to Geo. Gaudreau.

*Township Chilton.*

Lots 6 and 7, of 7th range, to Jos. Lachapelle.

Lots 8 and 9, of 7th range, to Mag. Crépault.

Lots 10 and 11, of 7th range, to Chs. Crépault.

Lot 22, of 7th range, to Jos. Giguère.

Lot 23, of 7th range, to P. Giguère.

Lot 24, of 6th and 7th ranges, to Alcide Perreault, transferred to Patrick Dupras.

*Township LaBarre.*

Lot 18, of 10th range, to Thadée Gaudreau.

E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands.

Quebec, 9th May, 1896. 2226

## PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

*Township Ristigouche.*

Lot 3, of 6th range, Kempt road, to Jos. Sirois.

*Township Delisle.*

Lot 36, of 1st range, to Tim. Topin.

*Township Archambault.*

Lot 28, of 13th range, to M. David.

E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands.

Quebec, 2nd May, 1896. 2120

## SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 28th April, 1896.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor, by Narcisse Forest, esquire, notary public, of Sainte Scholastique, county of Two Mountains, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Antoine Fortier, in his lifetime notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, art. 3685 R. S. P. Q.

LOUIS P. PELLETTIER,

2068 Provincial secretary.

No. 638-95.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To detach lots 5 and 6, of the Vth range, and lot 1, of the VIth range of Masham, from the school municipality of "Masham," county of Ottawa, and to annex them to the municipality of "North Wakefield," same county, for school purposes.

2122

## PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA  
COURONNE.*Section des bois et forêts.*

Québec, 28 avril 1896.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, la limite à bois ci-après désignée, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elle est actuellement, sera offerte en vente, à l'enchère, dans la salle de vente du Département des Terres de la Couronne, en cette ville, JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures ET DEMIE A. M., à la mise à prix mentionnée ci-après :

*Agence de l'Ottawa Supérieur.*

	Superficie milles carrés.	Mise à prix par mille.
Bloc A, 1er rang, No. 8 A.....	1½	\$400

*Conditions de la vente.*

Cette limite sera adjugée au plus haut enchérisseur, sur paiement du prix d'achat au comptant ou par des chèques acceptés par une banque incorporée.

La limite une fois adjugée sera sujette aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Un plan indiquant la limite ci-dessus désignée est déposé au département des terres de la Couronne, en cette ville, et au bureau de l'agent des terres et des bois, à Hull, et sera visible jusqu'au jour de la vente.

N. B. Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

E. J. FLYNN,

Commissaire des Terres de la Couronne.  
2059½-2

## PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA  
COURONNE.*Section des bois et forêts.*

Québec, 25 avril 1896.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en ventes, à l'enchère, dans la salle de vente du Département des Terres de la Couronne, en cette ville, JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures ET DEMIE A. M., à la mise à prix mentionnée ci-après vis-à-vis chaque limite :

*Agence de l'Ottawa Supérieur.*

	Superficie milles carrés.	Mise à prix par mille.
Iles du Lac Kaniwanaka, rivière Ottawa.....	2½	\$500
Bloc A, 5e rang, ½ Nord, No. 1....	25	350
" " ½ Sud, No. 1.....	25	350
" " ½ Sud, No. 2....	25	350

## PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF CROWN  
LANDS.*Woods and forests.*

Quebec, 28th April, 1896.

Notice is hereby given that conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limit hereinafter mentioned, at its estimated area, more or less, and in its present state, will be offered for sale at public auction, in the sales room of the Department of Crown Lands, in this city, on THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MAY next, at HALF PAST TEN A. M., at the upset price hereinafter mentioned :

*Upper Ottawa Agency.*

	Area square miles.	Upset price per mile.
Block A, 1st range, No. 8 A.....	1½	\$400

*Conditions of sale.*

This limit will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price in cash or by cheques accepted by duly incorporated banks.

This timber limit, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plan of this limit offered for sale is opened for inspection in the Department of Crown Lands, in this city, and at the office of the Crown Lands and timber agent, at Hull, up to the day of sale.

N. B. No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the Department.

E. J. FLYNN,

Commissioner of Crown Lands.  
2060½

## PROVINCE OF QUEBEC.

## DEPARTMENT OF CROWN LANDS.

*Woods and forests.*

Quebec, 25th April, 1896.

Notice is hereby given that conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the sales room of the Department of Crown Lands, in this city, on THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MAY next, at HALF PAST TEN A. M., at the upset price hereinafter mentioned opposite each limit :

*Upper Ottawa Agency.*

	Area square miles.	Upset price per mile.
Islands in Lake Kaniwanaka, Otta- wa river.....	2½	\$500
Block A, 5th range, North ½, No. 1. 25	25	350
" " South ½, No. 1. 25	25	350
" " South ½, No. 2. 25	25	350

*Agence de l'Ottawa Inferieur.*

Rivière Rouge, Sud A.....	22	100
“ “ F.....	49½	50
No. 34 A, Rivière Noire.....	8 1/10	100

*Agence du Saguenay.*

Laval, No. 2.....	1 1/10	14
-------------------	--------	----

*Agence de Rimouski-Ouest.*

Rivière Neigette.....	10 9/10	30
-----------------------	---------	----

*Agence de Bonaventure-Ouest.*

Grande Cascapedia, No. 2 Nord... 24	25
“ “ No. 2 Sud.... 24	25
“ “ No. 3 Sud.... 16	25
Rivière au Saumon..... 36	25
Carleton, No. 3..... 4	20

*Agence de Gaspé-Centre.*

Rivière York, No. 2 Nord.....	3	20
-------------------------------	---	----

*Conditions de la vente.*

Ces limites seront adjudgées au plus haut enchérisseur, sur paiement du prix d'achat au comptant ou par des chèques acceptés par une banque incorporée.

Les limites une fois adjudgées seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des terres de la Couronne, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B. Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

E. J. FLYNN,

2031-3 Commissaire des Terres de la Couronne.

**BUREAU DU SECRÉTAIRE.**

Québec, 21 avril 1896.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par Hector Jasmin, écuyer, notaire public, de la ville de Magog, comté de Stanstead, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu H. St-Louis, en son vivant notaire, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685 S. R. P. Q.

LOUIS P. PELLETIER,

1983-3 Secrétaire de la province.

**PARLEMENT DU CANADA.**

**EXTRAIT DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.**

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant

*Lower Ottawa Agency.*

Red River, South A.....	22	100
“ “ F.....	49½	50
No. 34 A, Black River.....	8 1/10	100

*Saguenay Agency.*

Laval, No. 2.....	1 1/10	14
-------------------	--------	----

*Rimouski West Agency.*

River Neigette.....	10 9/10	30
---------------------	---------	----

*Bonaventure West Agency.*

Grand Cascapedia, No. 2 North... 24	25
“ “ No. 2 South... 24	25
“ “ No. 3 South... 16	25
Salmon River..... 36	25
Carleton, No. 3..... 4	20

*Gaspé Centre Agency.*

York River, No. 2 North.....	3	20
------------------------------	---	----

*Conditions of sale.*

Those limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price in cash or by cheques accepted by duly incorporated banks.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Crown Lands, in this city, and at the office of the Crown Lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B. No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the Department.

E. J. FLYNN,

2032 Commissioner of Crown Lands.

**SECRETARY'S OFFICE.**

Quebec, 21st April, 1896.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor, by Hector Jasmin, esquire, notary public, of the town of Magog, county of Stanstead, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late H. St-Louis, in his lifetime notary, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, art. 3685 R. S. P. Q.

LOUIS P. PELLETIER,

1984 Provincial secretary.

**PARLIAMENT OF CANADA.**

**EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.**

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette*, and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure, or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

In the provinces of Québec and Manitoba, the notices must be published in the like manner in the english and french languages.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between

l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent le présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Greffier du Sénat.

JNO. G. BOURINOT,  
2075 Greffier de la Chambre des Communes.

#### REGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
2077 Greffier du Sénat.

#### EXTRAIT DES REGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, etc.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same; and a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate, and House of Commons within the first three weeks of the Session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the Session.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Clerk of the Senate.

JNO. G. BOURINOT,  
2076 Clerk of the House of Commons.

#### SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notices shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
2078 Clerk of the Senate.

#### EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway company, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtain from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officer, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules shall be returned to the promoters to be re-cast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking and the manner in which it is proposed to raise the same shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES  
COMMUNES.

*Résolu.*—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :—

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

2079

Greffier des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligue ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF  
COMMONS.

*Resolved.*—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future.

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

2080

Clerk of the Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same

des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

643

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la

manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE.

644

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal,

construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier social, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Feary; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment: the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clear and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English and French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

L. G. DESJARDINS,  
645 Greffier de l'Assemblée Législative.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railways turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. G. DESJARDINS,  
646 Clerk of the Legislative Assembly.

## Demande à la Législature

### AVIS.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à la prochaine session, par George Bryson, membre du Conseil législatif de la dite province, Jennie Bryson et James W. Bryson, tous du village de Fort Coulonge, dans le comté de Pontiac, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu John Bryson, en son vivant du dit lieu de Fort Coulonge, en vertu du testament du dit feu John Bryson, en date du dix-huit janvier dernier (1896), à l'effet d'obtenir la passation d'un acte pour les fins suivantes :

1° Pour enlever tout doute quant à leur pouvoir d'agir comme tels exécuteurs testamentaires, et quant à la validité du dit testament et de ses codiciles relativement à l'article 10 d'icelui, par lequel il est pourvu qu'une somme de cinq mille piastres (\$5000), sera payée aux dits exécuteurs testamentaires, savoir : un tiers de cette somme à chacun d'eux, pour couvrir leurs dépenses et trouble au sujet du règlement de la succession du dit feu John Bryson.

2° Pour autoriser les dits exécuteurs testamentaires à vendre les biens meubles et immeubles de la dite succession en bloc, ou par lots, selon qu'il sera jugé à propos, avec le consentement du tuteur et de la tutrice nommés aux enfants mineurs intéressés, sans l'autorisation d'un conseil de famille, de la cour ou d'un juge.

3° Pour autoriser les dits exécuteurs testamentaires à emprunter une somme d'argent jusqu'à

## Application to the Legislature

### NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at the next approaching session hereof, by George Bryson, member of the Legislative Council, Jennie Bryson and James W. Bryson, all of the village of Fort Coulonge, in the county of Pontiac, in their capacity of executors of the last will and testament of the late John Bryson, in his lifetime of Fort Coulonge aforesaid, bearing date the eighteenth January last past (1896), to obtain the passing of an act :

1° To remove doubts as to the authority of the executors aforesaid to act as such, and as to the validity of said will and codicils thereto on account of section 10 thereof, in which an amount of five thousand dollars (\$5000.00), is provided to pay the said executors each one third for actual expenses and trouble in winding up the estate of the said late John Bryson.

2° To authorize the said executors to sell the property, real and personal of the said estate *en bloc*, or in parcels as may be expedient with the consent of the tutor and tutrix named to the minor children interested, without the authorization of a family council or of the court or judge.

3° To authorize the said executors to borrow money to the extent of ten thousand dollars (\$10,-

montant de dix mille piastres (\$10,000) à être garantie sur les propriétés de la dite succession, aux fins de régler les affaires de la dite succession et d'en réaliser tous les bénéfices.

J. M. McDOUGALL,  
2129-2 Procureur et avocat des pétitionnaires.

000), upon the security of the said estate for the purpose of winding up and realising the same.

J. M. McDOUGALL,  
2130 Attorney for applicants.

### Avis Divers

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1675.

Dame Julian Booth, épouse commune en biens d'Alexander Nelson, fourreur en gros, du canton de Westmount, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Alexander Nelson, Défendeur.  
Avis est par le présent donné que la dite demanderesse a institué une action en séparation de biens.  
McCORMICK & CLAXTON,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 4 mai 1896. 2133

Avis public est par le présent donné que scus un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes incorporant les requérants et telles autres personnes qui peuvent devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, dans le but de faire le commerce de liqueurs en gros sous le nom de "Canada Liquor Company."

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Le fonds social sera de vingt mille piastres (\$20,000), divisé en huit cents actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Les requérants sont : Vital Raby, épiciier ; Narcisse Lapointe, épiciier ; Joseph Picard, épiciier ; Placide Daoust, épiciier ; James I. Manning, épiciier ; Téléphore Poupert, commerçant, tous de la cité et du district de Montréal, et Stanislas D. Vallières, épiciier, de la ville de Saint-Henri, district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs, et sont tous sujets anglais.

F. X. PERRAS,  
Avocat des requérants.

Montréal, 5 mai 1896. 2159

### AVIS.

Avis est par le présent donné que dans un mois après la première publication de cet avis, "The Supreme Council of the Royal Arcanum" (une association de bienfaisance et de secours mutuels, ayant son principal bureau dans la cité de Boston, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, et dûment enregistrée dans la province d'Ontario, Puissance du Canada, comme une société de bienfaisance en vertu de "The Insurance Corporations Act 1892"), s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir l'autorisation de faire des affaires dans la dite province de Québec, par et en vertu des dispositions d'un acte de la législature de la dite province de Québec, passé dans la 59e année du règne de Sa Majesté, chapitre 34, et intitulé : "Loi concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle."

JOHN HASKELL BUTLER,  
Conseiller légal du Conseil Suprême  
Royal Arcanum,  
244, rue Washington,  
Boston, Mass. E. U. A.

Daté ce 25e jour d'avril, A. D. 1896. 2087-2

### Miscellaneous Notices

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1675.

Dame Julian Booth, wife common as to property of Alexander Nelson, wholesale furrier, of the township of Westmount, in the district of Montreal, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs.

The said Alexander Nelson, Défendeur.  
Notice is hereby given that plaintiff has instituted an action of separation as to proterty.  
McCORMICK & CLAXTON,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 4th May, 1896. 2134

Public notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, application will be made to the lieutenant governor in council, for letters patent incorporating the applicants and such other persons who may become shareholders, a body politic and incorporated under the name of "Canada Liquor Company", for the purpose of carrying on business as wholesale liquors dealers.

The head office of the company shall be in the city of Montreal.

The capital shall be twenty thousand dollars divided in eight hundred shares of twenty-five dollars each.

The applicants are Vital Raby, grocer ; Narcisse Lapointe, grocer ; Joseph Picard, grocer ; Placide Daoust, grocer ; James I. Manning, grocer ; Téléphore Poupert, trader, all of the city and district of Montreal, and Stanislas D. Vallières, grocer, of the town of Saint Henri, district of Montreal, whom are to be provisional directors, and all british subjects.

F. X. PERRAS,  
Attorney for applicants.

Montreal, 5th May, 1896. 2160

### NOTICE.

Notice is hereby given that after the expiration of one month from the first publication of this notice, The Supreme Council of the Royal Arcanum (a benevolent and provident society, having its head office at the city of Boston, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, and duly registered in the province of Ontario, Dominion of Canada, as a friendly society under the Insurance Corporations Act, 1892), will apply to the lieutenant governor in council of the province of Quebec, to obtain an authorization to carry on business in the said province of Quebec, under and by virtue of the provisions of an act of the legislature of the said province of Quebec, passed in the 59th year of Her Majesty's Reign, chapter 34, and entitled an act respecting benevolent and mutual benefit associations and mutual insurance companies.

JOHN HASKELL BUTLER,  
Legal Advisor for the Supreme Council  
Royal Arcanum,  
244, Washington street,  
Boston, Mass., U. S. A.

Dated this 25th day of April, A. D. 1896. 2088

## AVIS.

Avis est par le présent donné que dans un mois après la première publication de cet avis, "The Subsidiary High Court of the Ancient Order of Foresters" pour la Puissance du Canada (une association de bienfaisance et de secours mutuels incorporée en vertu des statuts révisés d'Ontario 1877, chapitre 167, ayant son principal bureau dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et dûment enregistrée dans la dite province d'Ontario, comme une société de bienfaisance en vertu de "The Insurance Corporations Act 1892," s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir l'autorisation de faire des affaires dans la dite province de Québec, par et en vertu des dispositions d'un acte de la législature de la dite province de Québec, passé dans la 59e année du règne de Sa Majesté, chapitre 34, et intitulé: "Loi concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle."

D. F. MACWATT,  
Solliciteur des dits requérants.

No. 3, rue Owen, Barrie, Ont.  
Daté ce 25e jour d'avril, A. D. 1896. 2083-2

## AVIS.

Avis est par le présent donné que dans un mois après la première publication de cet avis, "The Supreme Legion Select Knights of Canada", (une association de bienfaisance et de secours mutuels, incorporée en vertu des statuts révisés d'Ontario, 1877, chapitre 167, ayant son principal bureau dans la cité de Sainte-Catherine, dans la province d'Ontario, et dûment enregistrée dans la dite province d'Ontario comme une société de bienfaisance, en vertu de "The Insurance Corporations Act, 1892"). s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir l'autorisation de faire des affaires dans la dite province de Québec, par et en vertu des dispositions d'un acte de la législature de la dite province de Québec, passé dans la 59e année du règne de Sa Majesté, chapitre 34, et intitulé: "Loi concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle."

D. F. MACWATT,  
Solliciteur des dits requérants,  
No. 3, rue Owen,  
Barrie, Ont.

Daté ce 25e jour d'avril, A. D. 1896. 2085-2

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No. 355.

Dame Cazilda Quevillon, de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, district de Terrebonne, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son mari Alphonse Valiquette, père, du même lieu, cultivateur.

JEAN B. B. PREVOST,  
Avocat de la demanderesse.  
Sainte-Scholastique, 22 avril 1896. 2061-2

VENTE PAR ENCAN DE BAGAGE ET  
EFFETS NON RÉCLAMÉS.

Le soussigné a reçu instruction de la Compagnie de Chemin de fer du Grand Tronc du Canada, de vendre par encan au plus haut et dernier enchérisseur tout le bagage et effets non-réclamés, JEUDI, le ONZIEME jour de JUIN 1896, à DIX heures A. M., dans le hangar au fret, coin des rues de la Montagne et Albert, Montréal.

C. E. THURSTON,  
Commissaire priseur.  
Les catalogues sont maintenant prêts. 2065-2

## NOTICE.

Notice is hereby given that after the expiration of one month from the first publication of this notice, The Subsidiary High Court of the Ancient Order of Foresters for the Dominion of Canada, (a benevolent and provident society incorporated under the revised statutes of Ontario, 1877, chaptered 167, having its head office at the city of Toronto, in the province of Ontario, and duly registered in said province of Ontario, as a friendly society under The Insurance Corporations Act 1892, will apply to the lieutenant governor in council, of the province of Quebec, to obtain an authorization to carry on business in the said province of Quebec, under and by virtue of the provisions of an act of the legislature of the said province of Quebec, passed in the 59th year of Her Majesty's Reign, chaptered 34, and entitled an act respecting benevolent and mutual benefit associations and mutual insurance companies.

D. F. MACWATT,  
Sollicitor for said applicants.

No. 3, Owen street, Barrie, Ont.  
Dated this 25th day of April, A. D. 1896. 2084

## NOTICE.

Notice is hereby given that after the expiration of one month from the first publication of this notice, The Supreme Legion Selects Knights of Canada, (a benevolent and provident society, incorporated under the revised statutes of Ontario, 1877, chapter 167, having its head office at the city of Sainte Catharines, in the province of Ontario, and duly registered in said province of Ontario, as a friendly society, under the Insurance Corporations Act 1892), will apply to the lieutenant governor in council of the province of Quebec, to obtain an authorization to carry on business in the said province of Quebec, under and by virtue of the provisions of an act of the legislature of the said province of Quebec, passed in the 59th year of Her Majesty's Reign, chaptered 34, and entitled an act respecting benevolent and mutual benefit associations and mutual insurance companies.

D. F. MACWATT,  
Sollicitor for said applicants,  
No. 3, Owen street,  
Barrie, Ont.

Dated this 25th day of April, A. D. 1896. 2086

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 355.

Dame Cazilda Quevillon, of the parish of Sainte Agathe des Monts, district of Terrebonne, has this day, instituted an action for separation as to property against Alphonse Valiquette, senior, of the same place, farmer.

JEAN B. B. PREVOST,  
Attorney for plaintiff.  
Sainte Scholastique, 22nd April, 1896. 2062

SALE OF UNCLAIMED FREIGHT AND  
BAGGAGE BY AUCTION.

The undersigned has received instructions from the Grand Trunk Railway Company of Canada, to sell by auction at the highest and last bidder all the unclaimed freight and baggage, on THURSDAY, the ELEVENTH day of JUNE, 1896, at TEN o'clock A. M., within the freight shed, corner of Mountain and Albert streets, Montreal.

C. E. THURSTON,  
Auctioneer.  
Catalogues now ready. 2066

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 1785.

Dame Marie Albina Léger, épouse de Barnabé Lalonde, marchand, tous deux du village de Vaudreuil, dans le district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice *in formâ pauperis*, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

BASTIEN & LAMARCHE,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 29 avril 1896. 2091-2

Avis est par le présent donné que, à compter d'un mois après la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, incorporant les requérants et telles autres personnes qui peuvent devenir actionnaires en icelle, en corps politique et incorporé, sous le nom de "The Waterville Furniture Company (Limited)", dans le but de fabriquer et de vendre toutes sortes de meubles, meubles bourrés, cercueils et autres objets faits en bois.

Le bureau principal de la compagnie sera dans le village de Waterville, en la province de Québec.

Le capital de la compagnie sera de quinze mille piastres (\$15000.00), divisé en cent cinquante parts de cent piastres chacune.

Les requérants sont: George Wheelock Powers, médecin; Peter Swanson, manufacturier et cultivateur; James McGoveren, gentilhomme, tous trois de Waterville susdit; Charles John Edgar, médecin; James Madison Call, commerçant de bois, tous deux de North Hatley, dans la dite province; Francis Gilbert Gale, manufacturier; Herman Swanson, manufacturier, tous deux de Waterville susdit; George Baldwin Cleveland, propriétaire de moulin et commerçant de bois, de Johnville, dans la dite province; Ralph McKay, gentilhomme, de Hatley, dans la dite province; et Axel Nilson, mécanicien, de Waterville susdit.

Les premiers directeurs de la compagnie seront les dits George Wheelock Powers, Francis Gilbert Gale, Charles John Edgar, Peter Swanson et James Madison Call.

W. L. SHURTLEFF,  
 Solliciteur des requérants.  
 Coaticook, 2 mai 1896. 2093-2

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Trois-Rivières. }  
 No. 293.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour par Dame Césarie Desrochers, de la ville de Nicolet, contre son mari Louis Caron, entrepreneur, du même lieu.

GEO. METHOT,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Trois-Rivières, 28 mars 1896. 1735-4

Avis public est par les présentes donné que sous un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes afin d'incorporer The Dominion Fire Extinguisher Company, Limited.

1° Le nom incorporé sera "The Dominion Fire Extinguisher Company, Limited."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de fabriquer, faire fabriquer des appareils destinés à combattre et éteindre les incendies, les acheter et les vendre, et d'acquiescer toutes choses nécessaires pour promouvoir les dites affaires.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité et le district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant de son capital est de seize mille piastres (\$16,000.00).

5° Le nombre de ses parts sera de cent soixante

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1785.

Dame Marie Albina Léger, wife of Barnabé Lalonde, merchant, both of the village of Vaudreuil, in the district of Montreal, and duly authorized to ester en justice *in formâ pauperis*, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

BASTIEN & LAMARCHE,  
 Attorneys for plaintiff,  
 Montreal, 29th April, 1896. 2092

Notice is hereby given, that within one month from the last insertion in the *Quebec Official Gazette* of this notice, application will be made to the lieutenant governor for letters patent of incorporation incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders therein, a body politic and corporate under the name of the Waterville Furniture Company (Limited), for the purpose of manufacturing and dealing in all kinds of furniture, upholstered goods, undertaking or other goods manufactured in wood.

The head office of the company will be in the village of Waterville, in the province of Quebec.

The capital of the company will be fifteen thousand dollars, divided into one hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

The applicants are: George Wheelock Powers, physician; Peter Swanson, manufacturer and farmer; James McGoveren, gentleman, all three of said Waterville; Charles John Edgar, physician; James Madison Call, lumber merchant, both of North Hatley, in said province; Francis Gilbert Gale, manufacturer; Herman Swanson, manufacturer, both of said Waterville; George Baldwin Cleveland, mill owner and lumber merchant, of Johnville, in said province; Ralph McKay, gentleman, of Hatley, in said province, and Axel Nilson, of said Waterville.

The first directors of the company will be the said George Wheelock Powers, Francis Gilbert Gale, Charles John Edgar, Peter Swanson and James Madison Call.

W. L. SHURTLEFF,  
 Solicitor for applicants.  
 Coaticook, 2nd May, 1896. 2094

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Three Rivers. }  
 No. 293.

An action in separation as to property has this day been instituted by Dame Césarie Desrochers, of the town of Nicolet, against her husband Louis Caron, builder, of the same place.

GEO. METHOT,  
 Attorney for plaintiff.  
 Three Rivers, 28th March, 1896. 1736

Public notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, application will be made to His Excellency the lieutenant governor in council, for a charter of incorporation by letters patent of The Dominion Fire Extinguisher Company, Limited.

1° The proposed corporate name of the company is "The Dominion Fire Extinguisher Company, Limited."

2° The purposes for which incorporation is sought is to manufacture apparatus to extinguish fires, to buy and sell the same and to acquire everything necessary for the prosecution of the said business.

3° The principal place of business of the said company will be in the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

4° The proposed amount of its capital stock is sixteen thousand dollars (\$16,000.00).

5° The number of shares is to be one hundred

parts de cent piastres (\$100.00) chacune, valeur réelle.

6° Les noms au long, adresses et professions de chacun des requérants sont comme suit : Raymond Préfontaine, avocat, Montréal ; J. O. Alfred Laforest, ingénieur civil, Montréal ; Pierre R. Demeslé, pharmacien, Montréal ; Joseph Pierre Chartrand, médecin, Montréal ; Gabriel DesGeorges, journaliste, Montréal ; Arthur H. Durand, ingénieur civil, Montréal, et tous seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

PREFONTAINE, ST-JEAN, ARCHER  
& DECARY,

Procureurs des requérants.

Montréal, 15 avril 1896.

1981-3

Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec. }  
No. 2551. } *Cour Supérieure.*

Dame Emma Lessard, de la paroisse de Sainte Anne de Beaupré, épouse commune en biens de Louis Nolin, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice en cette cause par l'un des honorables juges de cette cour, Demanderesse ;

vs.

Louis Nolin, de la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, employé de chemin de fer, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dix-neuf mars courant (1896).

MILLER & DORION,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 19 mars 1896.

1897-4

CHEMIM DE FER QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec Central, aura lieu à Londres, dans le bureau de la compagnie, No. 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., lundi, le 1er jour de juin 1896, à midi, pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes au 31 décembre 1895, et pour l'élection des directeurs. Les livres de transfert seront fermés depuis lundi, le 25e jour de mai jusqu'à lundi, le 1er jour de juin, ces deux jours inclus.

Les porteurs de débetures désirant assister ou voter à l'assemblée devront déposer leurs bons au bureau de la compagnie, No. 5, rue Great Winchester, Londres, trois jours au moins avant l'assemblée.

Par ordre,

EDWARD DENT,  
Président.

T. LINDLEY,  
Secrétaire.

No. 5, rue Great Winchester.

Londres, E. C., 25 avril 1896.

1899-4

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que les soussignés J. Damien Leclair, Joseph Gratton, Hubert Gratton, Ferdinand Hébert, cultivateurs, et Jean Roux, industriel, tous de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dans le comté et le district de Terrebonne, en la province de Québec, s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir l'émission de lettres patentes sous le grand Sceau de cette province, octroyant une charte royale à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la société dont ils projettent la formation incorporation et corps politique.

La raison sociale de cette société sera " Approvisionnement de lait de Sainte-Thérèse ; " elle aura pour objet le commerce de lait et laitage, c'est-à-dire le commerce de lait au naturel et tous produits provenant du lait.

Le principal siège de ses affaires sera en la dite paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville.

and sixty of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

6° The names in full, and the addresses and calling of each of the applicants, are as follows : Raymond Préfontaine, advocate, Montreal ; J. O. Alfred Laforest, civil engineer, Montreal ; Pierre R. Demeslé, druggist, Montreal ; Joseph Pierre Chartrand, physician, Montreal ; Gabriel DesGeorges, journalist, Montreal ; Arthur H. Durand, civil engineer, Montreal, and all of whom will be the first or provisional directors of the said company.

PREFONTAINE, ST-JEAN, ARCHER  
& DECARY,

Solicitors for applicants.

Montreal, 15th April, 1896.

1982

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Quebec. }  
No. 2551. } *Superior Court.*

Dame Emma Lessard, of the parish of Sainte Anne de Beaupré, wife *commune en biens* of Louis Nolin, of the same place, duly authorized to *ester en justice* in this cause by one of the Honorable judges of this court, Plaintiff ;

vs.

Louis Nolin, of the parish of Sainte Anne de Beaupré, railway employee, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the nineteenth day of March instant (1896).

MILLER & DORION,

Attorneys for the plaintiff.

Quebec, 19th March, 1896.

1898

QUEBEC CENTRAL RAILWAY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company, will be held in London, at the office of the company, 5, Great Winchester street, London, E. C., on Monday, 1st June, 1896, at 12 o'clock noon, to receive the report of the directors and statement of accounts to the 31st December, 1895, and to elect directors. The transfer books will be closed from Monday, the 25th May, to Monday, the 1st June, both days inclusive.

Income bond holders desirous of attending or voting at the meeting must deposit their bonds at the office of the company, 5, Great Winchester street, London, three days at least before the meeting.

By order,

EDWARD DENT,  
President.

T. LINDLEY,  
Secretary.

5, Great Winchester street.

London, E. C., 25th April, 1896.

1900

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the undersigned, J. Damien Leclair, Joseph Gratton, Hubert Gratton, Ferdinand Hébert, farmers, and Jean Roux, manufacturer, all of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, in the county and district of Terrebonne, in the province of Quebec, will apply to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, to obtain the emission of letters patent under the great Seal of this province, granting them a royal charter for the purpose of constituting the petitioners and any other persons who may become shareholders in the association whose formation is intended by them, a body politic and corporate.

The corporate name of the said association will be " Approvisionnement de lait de Sainte-Thérèse ; " its business will be to deal in milk and dairy produce, namely milk in its natural state, and in all the produce from milk.

Its principal place of business will be in the said parish of Sainte Thérèse de Blainville.

Le chiffre de son fonds social sera de huit mille piastres, divisé en trois cent vingt parts ou actions de vingt-cinq piastres chacune.

Les premiers directeurs de cette société seront : MM. Jean Roux, Joseph Gratton, J. Damien Leclair, Hubert Gratton, Ferdinand Hébert.

JEAN ROUX,  
JOSEPH GRATTON,  
J. D. LECLAIR,  
HUBERT GRATTON,  
FERDINAND HEBERT.

Montréal, 17 avril 1896. 2039-3

Une action en séparation de biens portant le No. 2591, a été instituée ce 31 mars 1896, dans la cour supérieure, district de Montréal, par Zoé C. Schiller contre George Lafranchise, et Beaulieu & Baker sont ses avocats. 1839-4

Province de Québec, }  
District d'Iberville. } Cour Supérieure.

Avis est donné que, Dame Marie Cadieux, de la paroisse de Saint-Alexandre, district d'Iberville, épouse d'Alexandre Huard, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite cour.

P. A. CHASSÉ,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 8 avril 1896. 1845-5

District de Montréal. }  
No. 1160. } Cour Supérieure.

Dame Marie Guertin, de la ville de Saint-Henri, dans le district de Montréal, épouse de Joseph St-Maurice, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Défendeur.

Le dit Joseph St-Maurice, Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. C. LACOSTE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 9 avril 1896. 1873-5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dame Julie Forget dit Despatie, Demanderesse ;

vs.

Défendeur.

Napoléon Laporte, Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée en cette cause.

BEAUCHAMP & BRUCHÈSI,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 23 avril 1896. 2041-3

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de Saint-François. }  
No. 128.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour par Dame Marie Patrie, du canton de Brompton, dans le district de Saint-François, contre son mari, Isaïe Boulanger, fils, marchand, du même lieu.

F. CAMPBELL,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 23 avril 1896. 2037-3

Avis public est par le présent donné que sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, en corps politique et incorporé sous le nom et dans le but ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom d'incorporation proposé de la compagnie est "The Parisian Corset Manufacturing Company."

The amounts of its capital stock will be eight thousand dollars, divided into three hundred and twenty shares of twenty-five dollars each.

The first directors of the said company will be Messrs. Jean Roux, Joseph Gratton, J. Damien Leclair, Hubert Gratton, Ferdinand Hébert.

JEAN ROUX,  
JOSEPH GRATTON,  
J. D. LECLAIR,  
HUBERT GRATTON,  
FERDINAND HEBERT

Montreal, 17th April, 1896. 2040

An action in separation as to property bearing No. 2591, has been instituted this 31st March, 1896, in the superior court, district of Montreal, by Zoé C. Schiller against George Lafranchise, and Beaulieu & Baker are her attorneys. 1840

Province of Quebec, }  
District of Iberville. } Superior Court.

Notice is hereby given that, Dame Marie Cadieux, of the parish of Saint Alexandre, district of Iberville, wife of Alexandre Huard, farmer, of the same place, has, this day, taken an action in separation as to property against her said husband, before this court.

P. A. CHASSÉ,

Plaintiff's attorney.

Saint John, 8th April, 1896. 1846

District of Montreal. }  
No. 1160. } Superior Court.

Dame Marie Guertin, of the city of Saint Henri, district of Montreal, wife of Joseph St-Maurice, builder, of the same place, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs.

Defendant.

The said Joseph St-Maurice, An action en séparation de biens has been instituted in this cause.

J. C. LACOSTE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th April, 1896. 1874.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.

Dame Julie Forget dit Despatie, Plaintiff ;

vs.

Defendant.

Napoléon Laporte, An action in separation as to property has been instituted to-day in this cause.

BEAUCHAMP & BRUCHÈSI,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd April, 1896. 2042

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. }  
No. 128.

An action for separation as to property has, this day, been instituted by Dame Marie Patrie, of the township of Brompton, in the district of Saint Francis, against her husband, Isaïe Boulanger, junior trader, of the same place.

F. CAMPBELL,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 23rd April, 1896. 2038

Public notice is hereby given that within one month after the last publication hereof in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, constituting them and such others as may hereafter become shareholders in the company, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1° The proposed corporate name of the company is "The Parisian Corset Manufacturing Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de manufacturer et vendre des corsets de toute description, et de manufacturer, acheter et vendre tous matériaux et fournitures en rapport aux corsets et à la confection d'iceux et en général de faire les affaires de manufacturiers de corsets et d'acquérir tout ce qui est nécessaire pour l'exploitation des dites affaires.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans les cité et district de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000.00.)

5° Le nombre d'actions sera de deux cents (200), de la valeur réelle de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions de chacun des requérants sont comme suit :

Philéas Couet, manufacturier de corsets ; Adé-  
lard Bélanger, opérateur de télégraphe ; George  
Norman Elliott, agent à commission, tous trois de  
la cité de Québec ; et Philippe Bellefeuille, conduc-  
teur de train, et Alphonse Couet, machiniste, tous  
deux de la cité de Montréal, tous sujets anglais,  
résidants dans la province de Québec, lesquels seront  
tous les premiers directeurs de la dite compagnie.

FREMONT & BELL,  
Solliciteurs des requérants.

Québec, 27 avril 1896. 2111-2

Avis est par les présentes donné que sous un mois à compter de la première publication de cet avis, "Le Grand Conseil de l'Ordre Canadien d'Amis Choisis," (une société de bienfaisance ayant une charte d'incorporation conformément aux dispositions des statuts refondus d'Ontario (1877) chapitre 167, et ayant son bureau principal dans la cité d'Hamilton, dans la province d'Ontario, et enregistré régulièrement dans la dite province d'Ontario, comme une société bienveillante conformément aux dispositions de "La Loi des Corporations d'Assurance de 1892," s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une autorisation de faire des opérations dans la province de Québec, avec sa principale place d'affaires dans la province de Québec, dans la cité de Montréal, conformément aux dispositions de 59 Victoria, chapitre 34, des statuts de la province de Québec.

BIGGAR & LEE,  
Solliciteurs pour le requérant  
Hamilton, Ont.

Hamilton, Ont., 28 avril 1896. 2127-2

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Pierre A. Picotte, }  
Demandeur ;  
vs.  
Pierre Picotte, entrepreneur, de Montréal,  
Défendeur.

Avis public est par le présent donné que par ordre de la cour, le 25e jour d'avril 1896, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,  
Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.  
Montréal, 5 mai 1896. 2195

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Alphonse H. Choquet, failli.  
Avis est par le présent donné que Alphonse H. Choquet, libraire, de la cité de Saint-Hyacinthe, a fait, ce jour, cession de ses biens pour le bénéfice de

2° The objects for which incorporation is sought are to manufacture and sell corsets of all descriptions, and to manufacture, buy and sell all material and furnishings pertaining to corsets and dress stays, and generally to carry on the business of corsets manufacturers, and to acquire everything necessary for the prosecution of the said business.

3° The principal place of business of the said company will be in the city and district of Quebec, in the province of Quebec.

4° The amount of capital stock of the company is to be ten thousand dollars (\$10,000.00).

5° The number of shares is to be two hundred (200) of a par value of fifty dollars (\$50.00) each.

6° The names in full and the addresses and calling of each of the applicants are as follows :

Philéas Couet, corset manufacturer ; Adé-  
lard Bélanger, telegraph operator ; George Norman  
Elliott, commission agent, all three of the city of  
Quebec ; and Philippe Bellefeuille, train conductor,  
and Alphonse Couet, machinist, both of the city of  
Montreal, all british subjects, residing in the pro-  
vince of Quebec, and all of whom are to be the first  
directors of the said company.

FREMONT & BELL,  
Solicitors for applicants.

Quebec, 27th April, 1896. 2112

Notice is hereby given that after the expiration of one month from the first publication of this notice, "The Grand Council of the Canadian Order of Chosen Friends", (a benevolent society incorporated under the revised statutes of Ontario (1877), chapter 167, having its head office at the city of Hamilton, in the province of Ontario, and duly registered in said province of Ontario, as a friendly society under "The Insurance Corporations Act 1892"), will apply to the lieutenant governor in council of the province of Quebec, to obtain an authorization to carry on business in the province of Quebec, with the principal place of business in the province of Quebec, at the city of Montreal, according to the provisions of 59 Victoria, chapter 34 of the statutes of the province of Quebec.

BIGGAR & LEE,  
Solicitors for the petitioner,  
Hamilton, Ont.

Hamilton, Ont., 28th April, 1896. 2128

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
Pierre A. Picotte, }  
Plaintiff ;  
vs.  
Pierre Picotte, contractor, of Montreal,  
Defendant.

Notice is hereby given that, on the 25th day of April, 1896, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,  
Curator.

Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street.  
Montreal, 5th May, 1896. 2196

Province of Quebec, }  
District of Saint-Hyacinthe. } *Superior Court.*

In the matter of Alphonse H. Choquet, insolvent.  
Notice is hereby given that Alphonse H. Choquet, bookseller, of Saint-Hyacinthe has, this day, at the request of "La Banque Jacques-Cartier", made a

ses créanciers, à la réquisition de la Banque Jacques-Cartier, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Saint-Hyacinthe.

LUSSIER & GENDRON,  
Avocat de la requérant cession.

Saint-Hyacinthe, 4 mai 1896. 2173

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
No. 281.

Avis est par le présent donné que Alexander B. Odell, bijoutier, de Coaticook, le premier jour de mai courant, a fait un abandon judiciaire de ses biens à la demande de Amos K. Fox, au bureau du protonotaire de la susdite cour.

W. L. SHURTLEFF,  
Procureur du demandeur.

Coaticook, 2 mai 1896. 2131

Province de Québec, }  
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*  
No. 2239.

In re John H. Patton, commerçant, de Matane,  
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de collocations a été préparé en cette affaire, et qu'il sera sujet à objection jusqu'au vingt mai courant (1896), après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, à Matane.

J. E. GAGNON,  
Curateur.

Matane, 4 mai 1896. 2143

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re A. Levesque, restaurateur, de Montréal,  
Failli ;

et  
Chs. Desmarteau, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 26e jour de mai 1896, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No. 1598, rue Notre-Dame.

CHS. DESMARTEAU,  
Curateur.  
Montréal, 5 mai 1896. 2189

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Pierre A. Picotte, Demandeur ;

vs.  
Delle Hermine Picotte, entrepreneur, de Montréal,  
Défenderesse.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 25e jour d'avril 1896, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillie, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,  
Curateur.

Nos. 1598 et 1608 rue Notre-Dame.  
Montréal, 25 avril 1896. 2193

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
C. A. Chenevert, Demandeur ;

vs.  
Adolphe Lapierre, restaurateur, de Montréal,  
Défendeur.

Avis public est par le présent donné que par ordre de la cour, le 25e jour d'avril 1896, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamation doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,  
Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.  
Montréal, 5 mai 1896. 2191

judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saint Hyacinthe.

LUSSIER & GENDRON,  
Attorneys for the petitioner.

Saint Hyacinthe, 4th May, 1896. 2174

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
No. 281.

Notice is hereby given that Alexander B. Odell, jeweller, of Coaticook, made a judicial abandonment of his property upon the demand of Amos K. Fox, on the first day of May instant, in the office of the prothonotary of above court.

W. L. SHURTLEFF,  
Attorney for plaintiff.

Coaticook, 2nd May, 1896. 2132

Province of Quebec, }  
District of Rimouski. } *Superior Court.*  
No. 2239.

In re John H. Patton, trader, of Matane,  
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter open to objection until the twentieth of May instant (1896), after which date dividends will be payable at my office, at Matane.

J. E. GAGNON,  
Curator.

Matane, 4th May, 1896.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re A. Levesque, restaurant keeper, of Montreal,  
Insolvent ;

and  
Chs. Desmarteau, Curateur.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 26th day of May, 1896, after which date dividend will be payable at my office, No. 1598, Notre Dame street.

CHS. DESMARTEAU,  
Curator.  
Montreal, 5th May, 1896. 2190

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
Pierre A. Picotte, Plaintiff ;

vs.  
Delle Hermine Picotte, contractor, of Montreal,  
Defendant.

Notice is hereby given that, on the 25th day of April, 1896, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all her assets for the benefit of her creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,  
Curator.

Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street.  
Montreal, 25th April, 1896. 2194

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
C. A. Chenevert, Plaintiff ;

vs.  
Adolphe Lapierre, restaurant keeper, of Montreal,  
Defendant.

Notice is hereby given that on the 25th day of April, 1896, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,  
Curator.

Nos. 1598 and 1608 Notre Dame street.  
Montreal, 5th May, 1896. 2192

Canada,  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
Dans l'affaire de James Rose, de Montréal,  
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 25e jour de mai, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,  
Curateur.  
Montréal, 6 mai 1896. 2201

Canada,  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
Dans l'affaire de Morris & Reynolds, de Montréal,  
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 25e jour de mai, après laquelle date les dividendes seront payables, dans mon bureau, bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,  
Curateur.  
Montréal, 6 mai 1896. 2205

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
S. Denis, Demandeur ;

vs.

J. B. Bourguignon, épicier, de la cité de Montréal,  
dit district, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que le dit défendeur a, ce jour, fait au bureau du protonotaire de cette cour un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

CHS. CHAMPAGNE,  
Avocat du demandeur.  
Montréal, 4 mai 1896. 2197

Canada,  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
Dans l'affaire de J. S. Cowan & Co., de Montréal,  
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 25e jour de mai, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,  
Curateur.  
Montréal, 6 mai 1896. 2203

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
S. P. Leet et al., Demandeurs ;

vs.

Iréne G. M. Prudhomme, Défendeur ;

et

John M. M. Duff, Curateur.

Je, soussigné, John M. M. Duff, curateur dûment nommé aux biens du dit défendeur, donne avis par le présent qu'un bordereau de dividende des produits des immeubles vendus par le shérif, a été préparé dans cette affaire, lesquels dividendes seront payables après le vingt-sixième jour de mai, A. D. 1896.

Toute opposition au dit bordereau de dividendes devra être déposée dans mon bureau avant la dite date.

J. M. M. DUFF,  
Curateur.  
Chambre 52, Imperial Building,  
Place d'Armes.  
Montréal, 5 mai 1896. 2207

Canada,  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }

In the matter of James Rose, Montreal,  
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, the 25th day of May, after which date dividends will be payable at my office, Fraser building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,  
Curator.  
Montreal, 6th May, 1896. 2202

Canada,  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
In the matter of Morris & Reynolds, Montreal,  
Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, the 25th day of May, after which date dividends will be payable at my office, Fraser building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,  
Curator.  
Montreal, 6th May, 1896. 2206

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
S. Denis, Plaintiff ;

vs.

J. B. Bourguignon, grocer, of the city of Montreal,  
said district, Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of this court.

CHS. CHAMPAGNE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 4th May, 1896. 2198

Canada,  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
In the matter of J. S. Cowan & Co., Montreal,  
Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, the 25th day of May, after which date the dividends will be payable at my office, Fraser building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,  
Curator.  
Montreal, 6th May, 1896. 2204

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
S. P. Leet et al., Plaintiffs ;

vs.

Iréne G. M. Prudhomme, Defendant ;

and

John M. M. Duff, Curator.

I, the undersigned, John M. M. Duff, curator duly appointed to the property of said defendant, do hereby give notice that a dividend sheet of the proceeds of the immovables sold by the sheriff, has been prepared in this matter, and dividends will be payable after the twenty-sixth day of May, A. D. 1896.

All oppositions to said dividend sheet must be filed at my office before said date.

J. M. M. DUFF,  
Curator.  
Room 52, Imperial Building,  
Place d'Armes.  
Montreal, 5th May, 1896. 2208

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

No. 392.

Avis public est par le présent donné que Cléophas Rivet, manufacturier, de la ville de Saint-Henri, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district de Montréal.

F. X. PERRAS,  
Avocat du failli.  
2161

Montréal, 16 avril 1896.

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de E. Edmond Laurent, Québec,  
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 26 mai courant, après laquelle date ce dividende sera payable à notre bureau.

PARADIS & JOBIN,  
Curateurs.

Bureau de Paradis & Jobin,  
Bâtisse de la Cie Richelieu,  
44, rue Dalhousie.  
Québec, 7 mai 1896. 2217

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
Carter, Galbraith & Co., Demandeurs ;

vs.

S. Hethrington & Co., de Ayers Flats,  
Défendeurs.

Avis est par le présent donné que je, John Hyde, de la cité de Montréal, comptable licencié, par jugement de l'honorable M. le juge White, ai été nommé curateur des biens des dits S. Hethrington & Co., le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers des dits S. Hethrington & Co. sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

JOHN HYDE,  
Curateur.

Bureau de John Hyde,  
Comptable licencié et syndic,  
Guardian Assurance Chambers,  
181, rue Saint-Jacques, Montréal.  
Montréal, 17 avril 1896. 2165

Province de Québec, }  
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Pedneault & Tremblay, Chicoutimi,  
Insolvables.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 26 mai courant, 1896, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

O. JOBIN,  
Curateur.

Bureau de Paradis & Jobin,  
Bâtisse de la Cie Richelieu,  
44, rue Dalhousie.  
Québec, 7 mai 1896. 2215

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
In re Dame P. Dufour, (Mme Gingras & Cie.)  
Insolvable ;

et

Bilodeau & Renaud, Curateurs.  
Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux à partir du 25e jour de mai courant.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date susmentionnée.

BILODEAU & RENAUD,  
Curateurs.

15, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 6 mai 1896. 2199

*Superior Court—District of Montreal.*

No. 392.

Public notice is given that Cleophas Rivet, manufacturer, of the town of Saint Henri, has, this day, made abandonment of his assets for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the district of Montreal.

F. X. PERRAS,  
Attorney for insolvent.  
2162

Montreal, 16th April, 1896.

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
In the matter of E. Edmond Laurent, Quebec,  
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 26th of May instant, after which date dividend will be payable at our office.

PARADIS & JOBIN,  
Curators.

Office of Paradis & Jobin,  
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building,  
44, Dalhousie street.  
Quebec, 7th May, 1896. 2218

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
Carter, Galbraith & Co., Plaintiffs ;

vs.

S. Hethrington & Co., of Ayers Flats,  
Defendants.

Notice is hereby given that I, John Hyde, of the city of Montreal, chartered accountant, was by judgment of Honorable Mr. justice White, appointed curator of the property of the said S. Hethrington & Co., the whole as by law provided.

The creditors of the said S. Hethrington & Co. are hereby notified to file their claims with me within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,  
Curator.

Office of John Hyde,  
Chartered accountant and trustee,  
Guardian Assurance Chambers,  
181, Saint James street, Montreal.  
Montreal, 17th April, 1896. 2166

Province of Quebec, }  
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*  
In the matter of Pedneault & Tremblay, Chicoutimi,  
Insolvents.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 26th of May, 1896, after which date dividend will be payable at my office.

O. JOBIN,  
Curator.

Office of Paradis & Jobin,  
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building,  
44, Dalhousie street.  
Quebec, 7th May, 1896. 2216

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In re Dame P. Dufour, (Mrs. Gingras & Co.)  
Insolvent ;

and

Bilodeau & Renaud, Curators.  
A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collections will be payable at our offices, from the 25th day of May instant.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

BILODEAU & RENAUD,  
Curators.

15, Saint James street.  
Montreal, 6th May, 1896. 2200

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Bernard, Fils & Cie, Québec, Faillis.  
 Avis est par le présent donné, qu'un premier bordereau de dividende a été préparé dans la présente affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 18 courant, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

G. H. BURROUGHS,  
 Curateur.

Bureau : Bâtisse du Richelieu, Québec. 2221

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
 No. 2449.

*In re* G. W. Budds, Québec. Insolvable.  
 Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 mai courant.

Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 26 mai courant.

GEO. DARVEAU,  
 Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.  
 Québec, 9 mai 1896. 2219

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Montréal. }  
 Francis McMahon, Demandeur ;

vs.  
 William Thomas & Co., Défendeurs.  
 Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour supérieure, le 28e jour d'avril 1896, j'ai été nommé curateur aux biens des dits faillis, qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

JOHN ROSENVINGE,  
 Curateur.

Bureau de John Rosevinge,  
 No. 107, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 3 mai 1896. 2213

Dans l'affaire de R. Seale & Son, de Montréal, Faillis.  
 Un premier bordereau de dividendes a été préparé et sera sujet à objection dans mon bureau, No. 181, rue Saint-Jacques, Montréal, jusqu'à mardi, le 26e jour de mai courant (1896.) après laquelle date les dividendes seront payables.

JOHN HYDE,  
 Curateur.

Montréal, 7 mai 1896. 2163

### Ventes par le Sherif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*  
*In re* Bernard, Fils & Cie, Quebec, Insolvents.  
 Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter open to objection until Monday, the 18th instant, after which date dividends will be payable at my office.

G. H. BURROUGHS,  
 Curator.

Office : Richelieu Building, Quebec. 2222

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*  
 No. 2449.

*In re* G. W. Budds, Quebec. Insolvent.  
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 25th of May instant.

This dividend will be payable at my office, on or after the 26th of May instant.

GEO. DARVEAU,  
 Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.  
 Quebec, 9th May, 1896. 2220

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Montreal. }  
 Francis McMahon, Plaintiff ;

vs.  
 William Thomas & Co., Defendants.  
 Notice is hereby given that, on the 28th day of April, 1896, by order of the superior court, I was appointed curator to the estate of said defendants, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed within a month.

JOHN ROSENVINGE,  
 Curator.

Office of John Rosevinge,  
 No. 107, Saint James street.  
 Montreal, 3rd May, 1896. 2214

In the matter of R. Seale & Son, of Montreal, Insolvents.  
 A first dividend sheet has been prepared open to objection at my office, No. 181, Saint James street, Montreal, until Tuesday, 26th May instant (1896.) after which date the dividends will be payable.

JOHN HYDE,  
 Curator.

Montreal, 7th May, 1896. 2164

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the unde mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit pour le district d'Arthabaska.*  
Arthabaska, à savoir : } **JOSEPH DOLPHIS LA-**  
No. 30. } **CERTE, Demandeur ;**  
vs. **JOSEPH VAILLANCOURT, SNR., Défendeur.**

Comme appartenant au dit défendeur :

1° Une terre sise et située dans le septième rang du canton d'Halifax Sud, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton d'Halifax Sud, sous le numéro cinq cent soixante et dix (No. 570)—circonstances et dépendances.

2° Une terre sise et située dans le septième rang du canton d'Halifax Sud, connue et désignée sous le numéro cinq cent soixante et onze (No. 571), du cadastre officiel pour le dit canton d'Halifax Sud—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, le DIX-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour de mai prochain.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 11 mars 1896. 1375-3  
[Première publication, 14 mars 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Québec.*

Arthabaska, à savoir : } **E CRÉDIT FONCIER**  
No. 1377. } **FRANCO-CANADIEN,**  
Demandeur ; contre **OVIDE DESFOSSÉS, Défendeur.**

Comme appartenant au dit défendeur :

La moitié sud-ouest de la moitié nord-ouest du lot de terre numéro vingt et un, du quatrième rang du canton de Tingwick ; bornée au nord-ouest aux terres du troisième rang, au sud-est à la moitié sud-est du dit lot, au nord-est à la moitié nord-est du même lot, et au sud-ouest au lot de terre numéro vingt-deux, portant la juste moitié des numéros trois cent quatre-vingt-sept et trois cent quatre-vingt-huit (Nos. 387 et 388), du cadastre officiel pour le canton de Tingwick—et toutes les bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Patrice de Tingwick, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour de juin prochain.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 11 mars 1896. 1373 3  
[Première publication, 14 mars 1896.]

**Ventes par le Shérif—Beauce**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Québec.*

Beauce, à savoir : } **JOHN GABRIEL HEARN,**  
No. 335. } **gentilhomme, L'HONORABLE JOHN SHARPLES, marchand, OWEN**

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court for the district of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **JOSEPH DOLPHIS LA-**  
No. 30. } **CERTE, Plaintiff ; vs.**  
**JOSEPH VAILLANCOURT, SNR., Defendant.**

As belonging to the said defendant :

1° A land lying and situate in the seventh range of the township of South Halifax, known and distinguished on the official plan and book of reference for the said township of South Halifax, under number five hundred and seventy (No. 570)—circumstances and dependencies.

2° A land lying and situate in the seventh range of the township of South Halifax, known and described under number five hundred and seventy-one (No. 571), of the official cadastre for the said township of South Halifax—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Ferdinand of Halifax, on the NINETEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty-third day of May next.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 11th March, 1896. 1376  
[First published, 14th March, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Quebec.*

Arthabaska, to wit : } **E CRÉDIT FONCIER**  
No. 1377. } **FRANCO-CANADIEN,**  
Plaintiff ; against **OVIDE DESFOSSÉS, Defendant.**

As belonging to the said defendant :

The south west half of the north west half of lot of land number twenty-one, in the fourth range of the township of Tingwick ; bounded north westerly to the lands of the third range, south easterly to the south east half of the said lot, north easterly to the north east half of the same lot, and south westerly to the lot of land number twenty-two, bearing the just half of numbers three hundred and eighty-seven and three hundred and eighty-eight (Nos. 387 and 388), of the official cadastre for the township of Tingwick—and all the buildings.

To be sold at the parochial church door of Saint Patrick of Tingwick, on the FIFTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the sixth day of June next.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 11th March, 1896. 1374  
[First published, 14th March, 1896.]

**Sheriff's Sales—Beauce**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the lay of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Quebec.*

Beauce, to wit : } **JOHN GABRIEL HEARN,**  
No. 335. } **gentleman, the HONORABLE JOHN SHARPLES, merchant, OWEN MURPHY,**

**MURPHY**, gentilhomme, tous trois de la cité de Québec, en leur qualité de fidéicommissaires et exécuteurs testamentaires de feu l'honorable John Hearn, en son vivant de la cité de Québec, marchand, Demandeurs; vs. **L'HONORABLE THOMAS MCGREEVY**, de la cité de Québec, membre de notre Chambre des Communes pour notre Puisseance du Canada, Défendeur, à savoir :

Tous ces morceaux ou étendues de terre sis et situés dans le canton de Watford, dans le comté de Dorchester, dans la province de Québec, contenant, suivant mesure, quatre mille neuf cent cinquante et un acres, plus ou moins—ensemble avec l'allocation ordinaire pour chemin public; lesquels dits morceaux ou étendues de terre sont maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Watford, dans le dit comté de Dorchester, comme suit, à savoir :

Dans le troisième rang : Lots A, B, C, D, un, deux, trois, quatre, cinq, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six et vingt-sept (A, B, C, D, 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27).

Dans le quatrième rang : Lots numéros quatre, cinq, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six et vingt-sept (4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27).

Tous les lots ci-dessus décrits seront vendus en un seul lot, circonstances et dépendances, au bureau d'enregistrement du comté de Dorchester, dans la paroisse de Sainte-Hénédiène, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juillet prochain.

E. T. CHASSÉ,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 6 mai 1896. 2141  
[Première publication, 9 mai 1896.]

### Ventes par le Shérif—Beauharnois

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### VENDITIONI EXPONAS.

Province de Québec, } **WILLIAM SMITH,**  
District de Beauharnois. } Demandeur; vs.  
No. 642. } **ARCHIBALD CAME-**  
**RON,** Défendeur.

Un lot de terre situé dans le comté de Huntingdon, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels sous le numéro cinq A (5A), du troisième rang du township de Dundee; superficie, cinquante acres plus ou moins.

A la charge par l'adjudicataire du paiement de toutes taxes, redevances imposées par le règlement fait et passé par le conseil municipal du township de Dundee, en vertu du chapitre 118 des statuts de

gentleman, all three of the city of Quebec, in their quality of trustees and executors of the last will and testament of the late honorable John Hearn, in his lifetime of the city of Quebec, merchant, Plaintiffs; vs. The **HONORABLE THOMAS MCGREEVY**, of the city of Quebec, a member of Our House of Commons for Our Dominion of Canada, Defendant, to wit :

All those parcels or tracts of land, situate, lying and being in the township of Watford, in the county of Dorchester, in the province of Quebec, containing by admeasurement four thousand nine hundred and fifty-one acres, be the same more or less—together with the usual allowance for highway; which said parcels or tracts of land are now known and distinguished upon the official plan and in the book of reference thereto for the said township of Watford, in the said county of Dorchester, as follows, namely :

In the third range: Lots A, B, C, D, one two, three, four, five, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-five, twenty-six and twenty-seven (A, B, C, D, 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26 and 27.)

In the fourth range: Lots numbers four, five, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-five, twenty-six and twenty-seven (4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26 and 27).

All those above lots described to be sold as one lot, circumstances and dependencies, at the registry office of the county of Dorchester, in the parish of Sainte Hénédiène, the ELEVENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable the fifteenth day of July next.

E. T. CHASSÉ,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Saint Joseph, Beauce, 6th May, 1896. 2142  
[First published, 9th May, 1896.]

### Sheriff's Sales—Beauharnois

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### VENDITIONI EXPONAS.

Province of Québec, } **WILLIAM SMITH,**  
District of Beauharnois. } Plaintiff; against  
No. 642. } **ARCHIBALD CAME-**  
**RON,** Defendant.

A lot of land situate in the county of Huntingdon, known and designated on the official plan and in the book of reference as number five A (5A), of the third range of the township Dundee; area fifty acres, more or less.

Subject to the charge upon the purchaser of the payment of all taxes and charges imposed by the by-law made and passed by the municipal council of the township of Dundee, in virtue of chapter 118 of

la province de Québec, dans la 51me et 52me année du règne de Sa Majesté.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Agnès, dans le comté de Huntingdon, MARDI, le VINGT-SIXIEME jour de MAI courant, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le trentième jour de mai aussi courant.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Beauharnois, 5 mai 1896. Shérif. 2181  
[Première publication, 9 mai 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } LOUIS NAPOLEON  
District de Beauharnois. } L MASSON, Deman-  
No. 69. } deur; contre ELZEAR  
CHOQUETTE, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Anicet, au village, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, sous le numéro trois cent quatre-vingt-six (386)—avec bâtisses sus-érigées.

2° Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Anicet, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels des dites paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, sous le numéro quatre cent soixante et dix (470), superficie vingt acres, plus ou moins—avec bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Anicet, VENDREDI, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi. Bref rapportable le vingt-unième jour de mai aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Beauharnois, 10 mars 1896. Shérif. 1351-3  
[Première publication, 14 mars 1896.]

## Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province de Québec, } EDMUND EAVES, des  
District de Bedford. } cité et district de Mont-  
No. 5805. } réal, Demandeur; contre les  
meubles et immeubles de HORACE S. GREENE,  
du canton de Bolton (partie est), dans le district de  
Bedford, Défendeur.

Ce morceau de terre situé dans le canton de Bolton, dans le district de Bedford, formant partie du lot numéro vingt-sept, dans le sixième rang (arpentage primitif) du dit canton; et étant partie du lot de terre maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, comme lot numéro six cent soixante et dix (670); borné au nord partie par un nommé Edgar A. Wedge, et partie par le lot numéro six cent soixante et six (666), au sud par le lot numéro six cent soixante et onze (671), à l'est partie par le chemin

the statutes of the province of Quebec, in the 51st and 52nd year of Her Majesty's reign.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Agnes, in the county of Huntingdon, on TUESDAY, the TWENTY-SIXTH day of MAY instant, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the thirtieth day of May also instant.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Beauharnois, 5th May, 1896. Sheriff. 2182  
[First published, 9th May, 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Quebec, } LOUIS NAPOLEON  
District of Beauharnois. } L MASSON, Plaintiff;  
No. 69. } against ELZEAR CHO-  
QUETTE, Defendant.

1° A lot of land situate in the parish of Saint Anicet, in the village, known and designated on the official plan and book of reference of the parishes of Saint Anicet and Sainte Barbe, as number three hundred and eighty-six (386)—with buildings thereon erected.

2° A lot of land situate in the parish of Saint Anicet, known and designated on the official plan and book of reference of the said parishes of Saint Anicet and Sainte Barbe, as number four hundred and seventy (470), area twenty acres, more or less—with building.

To be sold at the church door of the parish of Saint Anicet, on FRIDAY, the FIFTEENTH day of MAY next, at ONE of the clock in the afternoon. Said writ returnable the twenty-first day of May also next.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Beauharnois, 10th March, 1896. Sheriff. 1352  
[First published, 14th March, 1896.]

## Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Quebec, } EDMUND EAVES, of the  
District of Bedford. } city and district of Mon-  
No. 5805. } treal, Plaintiff; against the  
goods and lands of HORACE S. GREENE, of the  
township of Bolton (east part), in the district of  
Bedford, Defendant.

That certain piece of land situated in the township of Bolton, in the district of Bedford, forming part of lot number twenty-seven, in the sixth range (primitive survey) of said township; and being part of the lot of land now known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, as lot number six hundred and seventy (670); bounded on the north partly by one Edgar A. Wedge, and partly by lot number six hundred and sixty-six (666), on the south by lot number six hundred and seventy-one (671), on the east

public et partie par le dit Edgar A. Wedge, et à l'ouest par le lot six cent soixante et dix A (670 A), tel qu'il se poursuit et comporte—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, à Grass Pond ainsi appelé, dans le canton de Bolton, et district de Bedford, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet prochain.

CHAS. S. COTTON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 2 mai 1896. 2149  
[Première publication, 9 mai 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province de Québec, } DAME ONESIME  
District de Bedford. } GUERTIN, Demande-  
No. 5717. } resse; contre les terres et  
tenements de DAME ROSE MOLLEUR ET AL.,  
Défendeurs.

Cette terre située dans le canton de Bolton, dans le comté de Brome et district de Bedford, formant partie des lots neuf et dix de l'arpentage primitif du sixième rang du dit canton, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous les numéros cinq cent quatre-vingt-dix-huit (598), six cent deux (602) et six cent quatre (604)—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, à Grass Pond ainsi appelé, dans le canton de Bolton et district de Bedford, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet prochain.

CHAS. S. COTTON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 4 mai 1896. 2147  
[Première publication, 9 mai 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Province de Québec, } THE TRUST AND LOAN  
District de Bedford. } COMPANY OF CA-  
No. 279. } NADA, Demanderesse; vs.  
les meubles et immeubles de JAMES McALLIS-  
TER, SENIOR, ET AL., Défendeurs.

Cette terre située dans le canton de Bolton, comté de Brome et district de Bedford, formant parties des lots six et sept, dans les troisième et quatrième rangs de l'arpentage primitif du dit canton de Bolton, et maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous les numéros trois cent soixante et douze (372), trois cent soixante et treize (373), trois cent soixante et quatorze (374), deux cent quatre-vingt-six (286), deux cent quatre-vingt-dix (290), et deux cent quatre-vingt-dix A (290A).

Pour être vendu comme appartenant à Robert McAllister, un des défendeurs, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, à Grass Pond ainsi appelé, dans le comté de Brome et district de Bedford, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, 1896, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de juillet prochain.

CHAS. S. COTTON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 5 mai 1896. 2187  
[Première publication, 9 mai 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province de Québec, } GEORGE LAVOIE, De-  
District de Bedford. } mandeur; contre les  
No. 5749. } terres et tenements de JAY.  
T. PICKLE, ès dites qualités Défendeur.

partly by the public road and partly by the said Edgar A. Wedge, and on the west by lot six hundred and seventy A (670 A), be the contents thereof what it may—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the parish church door of Saint Etienne de Bolton, at Grass Pond so called, in the township of Bolton, and district of Bedford, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the twenty-fifth day of July next.

CHAS. S. COTTON,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg; 2nd May, 1896. 2150  
[First published, 9th May, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Quebec, } DAME ONESIME GUER-  
District of Bedford. } TIN, Plaintiff; against  
No. 5717. } the lands and tenements of  
DAME ROSE MOLLEUR ET AL., Defendants.

That certain farm situated in the township of Bolton, in the county of Brome and district of Bedford, forming part of lots nine and ten of the primitive survey of the sixth range of the said township, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, by the numbers five hundred and ninety-eight (598), six hundred and two (602) and six hundred and four (604)—with all buildings and improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Saint Etienne de Bolton, at Grass Pond so called, in the township of Bolton and district of Bedford, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the twenty-fifth day of July next.

CHAS. S. COTTON,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 4th May, 1896. 2148  
[First published, 9th May, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Montreal.*

Province of Quebec, } THE TRUST AND LOAN  
District of Bedford. } COMPANY OF CA-  
No. 279. } NADA, Plaintiff; vs. the  
goods and lands of JAMES McALLISTER, SENIOR,  
ET AL., Defendants.

That certain farm situated in the township of Bolton, county of Brome, and district of Bedford, forming parts of lots six and seven, in the third and fourth ranges of the primitive survey of the said township of Bolton, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, by the numbers three hundred and seventy-two (372), three hundred and seventy-three (373), three hundred and seventy-four (374), two hundred and eighty-six (286), two hundred and ninety (290) and two hundred and ninety A (290 A).

To be sold as belonging to Robert McAllister, one of the defendants, at the parish church door of Saint Etienne de Bolton, at Grass Pond so called, in county of Brome and district of Bedford, on the EIGHTEENTH day of JULY next, 1896, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the twentieth day of July next.

CHAS. S. COTTON,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 5th May, 1896. 2188  
[First published, 9th May, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Quebec, } GEORGE LAVOIE, Plain-  
District of Bedford. } tiff; against the lands  
No. 5749. } and tenements of JAY. T.  
PICKLE, ès dites qualités Defendant.

1° Une étendue de terre dans le huitième rang ou concession du canton de Bolton, dans le comté de Brome et district de Bedford, arpentage primitif, et maintenant connue et désignée comme étant les lots numéros neuf cent soixante et huit (968) et neuf cent soixante et dix (970), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, et contenant cent treize acres, plus ou moins. Les dits numéros décrits pour être vendus en un seul lot.

2° Une étendue de terre située dans le septième rang ou concession de l'arpentage primitif du dit canton de Bolton, et maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, comme lots numéros sept cent soixante et dix (770), sept cent soixante et dix-neuf (779), sept cent quatre-vingt (780), sept cent quatre-vingt-un (781), sept cent quatre-vingt-deux (782), sept cent quatre-vingt-trois (783), sept cent quatre-vingt-quatre (784), sept cent quatre-vingt-cinq (785), sept cent quatre-vingt-six (786), sept cent quatre-vingt-sept (787), sept cent quatre-vingt-huit (788), sept cent quatre-vingt-neuf (789), sept cent quatre-vingt-dix (790), sept cent quatre-vingt-onze (791), sept cent quatre-vingt-douze (792), sept cent quatre-vingt-treize (793) et sept cent quatre-vingt-quatorze (794). La dite terre contenant environ quatre-vingts acres, plus ou moins. La dite terre pour être vendue en un seul lot.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton (à Grass Pond ainsi appelé), dans le comté de Brome et district de Bedford, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain, 1896, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de juin prochain, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 7 avril 1896. 1821-2  
[Première publication, 11 avril 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Court de Circuit—District de Bedford.*

Province de Québec, } HENRY THOMAS  
District de Bedford. } H DUFFY, Demandeur ;  
No. 3523. } contre les terres et tenements de NAPOLEON COUTU, Défendeur.

Toute cette étendue ou morceau de terre formant partie du lot numéro vingt-cinq, du deuxième rang de l'arpentage primitif du canton de Dunham, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du village de Sweetsburg, dans le district de Bedford, sous le numéro vingt-huit (28)—avec les bâtisses sus-érigées et appartenances.

Pour être vendu dans le bureau du shérif du district de Bedford, dans le palais de justice, dans le village de Sweetsburg, dans le dit district, le TREIZIÈME jour de JUIN prochain, 1896, à QUATRE heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de juin prochain, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 2 avril 1896. 1819-2  
[Première publication, 11 avril 1896.]

**Ventes par le Shérif—Gaspé**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire,

1° A tract of land in the eighth range or concession of the township of Bolton, in the county of Brome, and district of Bedford, primitive survey, and now known and designated as being lots numbers nine hundred and sixty-eight (968) and nine hundred and seventy (970), of the official plan and book of reference of the said township of Bolton, and containing one hundred and thirteen acres, more or less. The said described numbers to be sold *en bloc*.

2° A tract of land or farm situated in the seventh range or concession of the primitive survey of the said township of Bolton, and now known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, as lots numbers seven hundred and seventy (770), seven hundred and seventy-nine (779), seven hundred and eighty (780), seven hundred and eighty-one (781), seven hundred and eighty-two (782), seven hundred and eighty-three (783), seven hundred and eighty-four (784), seven hundred and eighty-five (785), seven hundred and eighty-six (786), seven hundred and eighty-seven (787), seven hundred and eighty-eight (788), seven hundred and eighty-nine (789), seven hundred and ninety (790), seven hundred and ninety-one (791), seven hundred and ninety-two (792), seven hundred and ninety-three (793) and seven hundred and ninety-four (794). The said farm containing about eighty acres, more or less. The said farm to be sold *en bloc*.

To be sold at the parish church door of Saint Etienne de Bolton (at Grass Pond so called), in the county of Brome, and district of Bedford, on the TWENTIETH day of JUNE next, 1896, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on twenty-seventh day of June next, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sweetsburg, 7th April, 1896. 1822  
[First published, 11th April, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Bedford.*

Province of Québec, } HENRY THOMAS  
District of Bedford. } H DUFFY, Plaintiff ;  
No. 3523. } against the lands and tenements of NAPOLEON COUTU, Defendant.

All that certain tract or parcel of land forming part of lot number twenty-five, of the second range of the primitive survey of the township of Durham, and now known on the official plan and in the book of reference of the village of Sweetsburg, in the district of Bedford, by the number twenty-eight (28)—with buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Bedford, at the court house, in the village of Sweetsburg, in said district, on the THIRTEENTH day of JUNE next, 1896, at the hour of FOUR of the clock in the afternoon. The said writ is returnable on the twentieth day of June next, 1896.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sweetsburg, 2nd April, 1896. 1820  
[First published, 11th April, 1896.]

**Sheriff's Sales—Gaspé**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in

afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Magistrat de District, pour le comté de Gaspé, siégeant à Percé.*

Percé, à savoir: ) **AUGUSTE BEAUDRY**, De-  
No. 496. ) mandeur; contre **JOHN FITZPATRICK**, Défendeur.

Un lot de terre contenant trois acres de front sur trente-trois acres de profondeur, sis et situé dans le premier rang du canton de York, dans le comté de Gaspé, et borné en front vers le nord par les eaux du Bassin de Gaspé, en arrière vers le sud par les terres du deuxième rang, vers l'est par Thomas Fitzpatrick et Philip E. LeGros, et vers l'ouest par Charles Fitzpatrick — ensemble avec une maison, grange sus-érigées et améliorations faites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, **SAMEDI**, le **ONZIÈME** jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-seize, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatorzième jour de juillet prochain, 1896.

JAS. T. TUZO,

Bureau du Shérif,  
Percé, 1er mai, 1896.

Shérif.  
2139

[Première publication, 9 mai 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Dans la Cour Supérieure, siégeant à New-Carlisle, dans et pour le comté de Bonaventure.*

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure, No. 703. ) **DANS** une certaine cause où **SOPHIA LOUISA STEWART**, épouse de John Miller, de Bathurst, dans le comté

de Gloucester, dans la province du Nouveau-Brunswick, marchand; Charlotte Stewart, épouse de Henry Disbrow, de Bathurst susdit, dans les susdits comté et province, dentiste; Lucilla Stewart, épouse de Daniel McAlister, de la Rivière Jacquet, dans le comté de Ristigouche, dans la dite province du Nouveau-Brunswick, commis, et Mary Annabella Stewart, épouse de Edward C. Lloyd, de Pictou, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, capitaine du dragueur à vapeur du gouvernement, et les dits John Miller, Henry Disbrow, Daniel McAlister et Edward C. Lloyd, tant personnellement que pour autoriser leurs dites épouses, étaient Demandeurs; et **MATTHEW STEWART**, de Carleton, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, cultivateur, était Défendeur, et J. B. Bélanger, écuyer, avocat et procureur du défendeur pour distraction de frais autorisée en sa faveur.

Saisis comme appartenant aux dits demandeurs:

Tous les droits, titres et intérêts appartenant aux susdits demandeurs et qu'ils peuvent avoir avec Matthew Stewart, le dit défendeur, sur la propriété indivise suivante ou lots de terre, savoir: numéros cent treize, cent seize et cent dix-sept, à l'endroit appelé Maguasha, dans le dit comté de Bonaventure, et aussi les lots depuis cinquante-quatre à soixante et onze, tous deux inclusivement, à l'exception des lots cinquante-cinq, cinquante-huit et cinquante-neuf, qui ont été vendus ou dont on a disposés, à l'endroit appelé Nouvelle Ouest, aussi dans le dit comté de Bonaventure, tous les susdits lots étant dans le premier rang du fief et seigneurie de Shoolbred, dans le dit comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, tels que pris sur une partie du cadastre de la dite seigneurie, fait en vertu de l'acte seigneurial de 1854, et ses amendements.

Les dits lots ci-dessus mentionnés cent treize, cent seize et cent dix-sept, à Maguasha susdit, correspondant aux numéros cent cinquante neuf, cent

cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District Magistrates Court, for the county of Gaspé, sitting at Percé.*

Percé, to wit: ) **AUGUSTE BEAUDRY**, Plain-  
No. 496. ) tiff; against **JOHN FITZPATRICK**, Defendant.

A lot of land containing three acres in front by thirty-three acres in depth, situate and being in the first range of the township of York, in the county of Gaspé, and bounded in front towards the north by the waters of Gaspé Basin, in rear towards the south by the lands of the second range, towards the east by Thomas Fitzpatrick and Philip E. LeGros, and towards the west by Charles Fitzpatrick — together with a house, barn and other improvements thereon made, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the registration division of Gaspé, at Percé, on **SATURDAY**, the **ELEVENTH** day of **JULY**, one thousand eight hundred and ninety-six, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. Said writ returnable the fourteenth day of July next, 1896.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office,  
Percé, 1st May, 1896.

Sheriff.  
2140

[First published, 9th May, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*In the Superior Court, sitting at New Carlisle, in and for the county of Bonaventure.*

Canada, Province of Quebec, District of Gaspé, County of Bonaventure, No. 703. ) **IN** a certain cause where **SOPHIA LOUISA STEWART**, wife of John Miller, of Bathurst, in the

county of Gloucester, in the province of New Brunswick, merchant; Charlotte Stewart, wife of Henry Disbrow, of Bathurst aforesaid, in the county and province aforesaid, dentist; Lucilla Stewart, wife of Daniel McAlister, of Jacquet River, in the county of Ristigouche, in the said province of New Brunswick, clerk, and Mary Annabella Stewart, wife of Edward C. Lloyd, of Pictou, in the province of Nova Scotia, captain of government dredging steamer, and the said John Miller, Henry Disbrow, Daniel McAlister, and Edward C. Lloyd, as well personally as to authorize their said wives, were Plaintiffs; and **MATTHEW STEWART** of Carleton, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, farmer, was Defendant, and J. B. Bélanger, esquire, advocate and defendant's attorney, was allowed *distraction de frais*.

Seized as belonging to the said plaintiffs:

All the rights, titles and interests belonging to the above named plaintiffs, and which they may have with Matthew Stewart, the said defendant, in the following undivided property or lots of land viz: Numbers one hundred and thirteen, one hundred and sixteen and one hundred and seventeen, at the place called Maguasha, in the said county of Bonaventure, as also the lots from fifty-four to seventy-one, both inclusive, except lots fifty-five, fifty-eight and fifty-nine, which have been sold or disposed of, at the place called Nouvelle West, also in the said county of Bonaventure, the whole of the above named lots being in the first division of the Fief and seigniorie of Shoolbred, in the said county of Bonaventure, in the district of Gaspé, as taken from the abridged cadastre of the said seigniorie, made under the seigniorial act of 1854, and its amendments.

The said above mentioned lots one hundred and thirteen, one hundred and sixteen and one hundred and seventeen, at Maguasha aforesaid, correspond-

soixante, cent soixante et quatre et cent soixante et cinq, tels que mentionnés sur le cadastre et au livre de renvoi pour la dite seigneurie de Shoolbred, dans et pour la deuxième division d'enregistrement du comté de Bonaventure, maintenant en force; et les dits lots ci-dessus mentionnés depuis cinquante-quatre à soixante et onze, tous deux inclusivement, à Nouvelle Ouest aussi correspondant aux numéros soixante et cinq jusqu'à cent, tous deux inclusivement, à Nouvelle Ouest susdit, aussi tels que mentionnés sur le cadastre et au livre de renvoi pour la dite seigneurie de Shoolbred, dans et pour la deuxième division d'enregistrement du comté de Bonaventure, maintenant en force, à l'exception de la  $\frac{1}{2}$  du numéro soixante et sept et tout le numéro soixante et neuf qui correspondent aux dits lots cinquante-cinq, cinquante-huit et cinquante-neuf, tels que ci-dessus mentionnés comme étant déjà vendus et dont on a disposés.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la deuxième division d'enregistrement du comté de Bonaventure, à Saint-Joseph de Carleton, MARDI, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, 1896, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de juin prochain, 1896.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif C. B.  
New-Carlisle, 1er avril 1896. 1797-2  
[Première publication, 11 avril 1896.]

### Ventes par le Shérif—Iberville

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir: } **D**ELLE CORDELIE  
No. 262. } **M**ARTEL, Demande-  
resse; contre FREDERICK MARTEL, Défendeur.

La jouissance et usufruit la vie durant du dit défendeur Frédéric Martel et de son épouse Emélie Choquette, d'une terre située dans la concession sud-ouest de la Grande Ligne, en la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, connue et désignée comme étant le lot numéro trois cent quarante-cinq (No. 345), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Alexandre, de la contenance de deux arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins; tenant devant au chemin public, derrière à Pierre Phénix, du côté sud à Dosithé Martel, et du côté nord à Nazaire Hamel—avec aussi la jouissance d'une maison, grange et autres bâties y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Alexandre, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures ET DEMIE de l'après-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de mai prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, P. Q., 11 mars 1896. 1377-3  
[Première publication, 14 mars 1896.]

ing with the numbers one hundred and fifty-nine, one hundred and sixty, one hundred and sixty-four and one hundred and sixty-five, as set forth on the cadastre and book of reference for the said seigniority of Shoolbred, in and for the second registration division of the county of Bonaventure, now in force; and the said lots above mentioned from fifty-four to seventy-one, both inclusive, at Nouvelle West, also corresponding with the numbers sixty-five to one hundred, both inclusive, at Nouvelle West aforesaid, as also set forth on the cadastre and book of reference for the said seigniority of Shoolbred, in and for the second registration division of the county of Bonaventure, now in force, except  $\frac{1}{2}$  of number sixty-seven and the whole of sixty-nine, which correspond with the said lots fifty-five, fifty-eight and fifty-nine, as above stated, as being already sold and disposed of.

To be sold at the registry office of the second registration division of the county of Bonaventure, at Saint Joseph de Carleton, on TUESDAY, the SIXTEENTH day of JUNE next, 1896, at the hour of ELEVEN in the forenoon. Said writ returnable on the eighteenth day of June next, 1896.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff C. B.  
New Carlisle, 1st April, 1896. 1798  
[First published, 11th April, 1896.]

### Sheriff's Sales—Iberville

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit: } **D**ELLE CORDELIE  
No. 262. } **M**ARTEL, Plaintiff;  
against FREDERICK MARTEL, Defendant.

The enjoyment and usufruct the lifetime of the said defendant Frederick Martel and his wife Emélie Choquette, of a farm situate in the south west concession of the Grande Ligne, in the parish of Saint Alexandre, in the district of Iberville, known and designated as being lot number three hundred and forty-five (No. 345), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Alexandre, containing two arpents in front by twenty-eight arpents in depth, more or less; bounded in front by the public road, in the rear by Pierre Phénix, to the south side by Dosithé Martel, and to the north side by Nazaire Hamel—with also the enjoyment of a house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Alexandre, the EIGHTEENTH day of MAY next, at HALF PAST TWO of the clock of the afternoon. Said writ returnable the thirtieth day of May next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, P. Q., 11th March, 1896. 1378  
[First published, 14th March, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **A** LDEI GOSSELIN, Dem-  
No. 265. } mandeur ; vs. NOEL  
MANSEAU, Défendeur, et ALEXIS MANSEAU  
ET AL., Tiers-saisi.

Comme appartenant à Hormisdas Manseau, l'un des dits tiers-saisi en cette cause :

Une terre située au côté ouest du chemin du rang des Dussault, en la paroisse de Saint-Sébastien, dans le district d'Iberville, connue et décrite comme étant la moitié sud du lot numéro cinq (No. 5), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Sébastien, de la contenance de deux arpents de front sur trente cinq arpents de profondeur ; bornée en front par le chemin public, en profondeur par les terres de la troisième concession de Sabrevois, du côté nord par le résidu du dit No. 5, et au côté sud par le No. 6—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Sébastien, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de mai prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, P. Q., 11 mars 1896. 1379-3  
[Première publication, 14 mars 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **F** RANCOIS OUMET,  
No. 202. } Demandeur ; contre  
HORMISDAS MASSEAU, Défendeur.

Un certain terrain situé sur le rang Saint-Raphaël, en la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, mesurant environ cinquante-six arpents en superficie, et actuellement connu et décrit comme étant le lot numéro quatre cent six (No. 406), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Alexandre—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Alexandre susdite, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de mai prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 11 mars 1896. 1381-3  
[Première publication, 14 mars 1896.]

## Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi ; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.*

Joliette, à savoir : } **L** OUIS BARTHE, Deman-  
No. 2746. } deur ; contre EDOUARD  
ROBILLARD, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la concession Saint-Pierre, en la paroisse de Sainte-Elizabeth, étant partie du numéro sept cent cinquante-deux (752),

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } **A** LDEI GOSSELIN, Plain-  
No. 265. } tiff ; vs. NOEL  
MANSEAU, Defendant, and ALEXIS MANSEAU  
ET AL., Tiers-saisi.

As belonging to Hormisdas Manseau, one the said tiers-saisi in this cause :

A farm situate at the west side of the road of the Dussault range, in the parish of Saint Sébastien, in the district of Iberville, known and described as being the south half of lot number five (No. 5), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Sébastien, containing two arpents in front by thirty-five arpents in depth ; bounded in front by the public road, in depth by the farms of the third concession of Sabrevois, at the north side by the residue of said lot number five, and at the south side by the lot No. 6—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Sébastien, the EIGHTEENTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the thirtieth day of May next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 11th March, 1896. 1380  
[First published, 14th March, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } **F** RANCOIS OUMET,  
No. 202. } Plaintiff ; against HOR-  
MISDAS MASSEAU, Defendant.

A certain piece of ground situate on the Saint Raphaël range, in the parish of Saint Alexandre, in the district of Iberville, measuring about fifty-six arpents in superficies, and actually known and described as being lot number four hundred and six (No. 406), of the official plan of the said parish of Saint Alexandre—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Alexandre aforesaid, on the EIGHTEENTH day of MAY next, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable the twentieth day of May next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 11th March, 1896. 1382  
[First published, 14th March, 1896.]

## Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.*

Joliette, to wit : } **L** OUIS BARTHE, Plaintiff ;  
No. 2746. } against EDOUARD ROBI-  
LARD, Defendant.

1° A lot situate in the Saint Pierre concession, in the parish of Sainte Elizabeth, being part of number seven hundred and fifty-two (752), of the official

des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, contenant cinq perches de front sur huit de profondeur, plus ou moins; borné en front par le chemin public, en profondeur et des deux côtés par le résidu du dit lot—et bâti de maison, boutique et autres dépendances.

2° Un terrain situé en la concession Saint-Pierre, en la paroisse de Saint-Félix de Valois, étant partie du lot numéro quatre cent vingt-trois (423), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, contenant environ un arpent de largeur et dix-huit de profondeur, et borné vers le nord par les lots Nos. 425 et 426, vers le sud par la rivière Bayonne, vers l'est par le lot No. 424, et vers l'ouest par le résidu du dit lot No. 423, avec et y compris le droit d'occuper une moitié de la grange et de l'étable érigées sur le dit résidu du dit lot No. 423, appartenant à Elisé Barthe, tant que l'acquéreur n'aura pas bâti de grange et d'étable sur le dit terrain vendu.

Pour être vendus comme suit, savoir: le lot No. 752, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Elizabeth, le DIX JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et le No. 423, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix de Valois, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quinze juillet prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 4 mai 1896. 2135  
[Première publication, 9 mai 1896.]

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Kamouraska, à savoir: } HENRI JOSEPH SI-  
No. 142. } ROIS, marchand, de  
la paroisse de Saint-George de Cacouna, Deman-  
deur; contre PAUL LEPAGE, fils, du même lieu,  
Défendeur, c'est à savoir:

Un emplacement situé au village de Saint-George de Cacouna, d'environ cinquante pieds carrés, et faisant partie du numéro trente-six (No. 36), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour le village de Saint-George de Cacouna—avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances; borné au sud et au sud-ouest à Thomas Michaud, au nord à Delle Clarisse Langlais, et au nord-est à Louis St-Pierre. A charge par l'acquéreur de payer à Louis St-Pierre, du dit village de Cacouna, une rente annuelle constituée de une piastre cinquante centins, payable le premier novembre.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-George de Cacouna, VENDREDI, le DIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures avant-midi. Bref rapportable le quinzième jour du même mois.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 4 mai 1896. 2153  
[Première publication, 9 mai 1896.]

plan and book of reference of the said parish, containing five perches in front by eight in depth, more or less; bounded in front by the public road, in rear and on both sides by the residue of said lot—with a house, shop and other dependencies thereon erected.

2° A land situate in the Saint Pierre concession, in the parish of Saint Félix de Valois, being part of number four hundred and twenty-three (423), of the official plan and book of reference of the said parish, containing about one arpent in width by eighteen in depth, and bounded on the north by lots Nos. 425 and 426, on the south by the Bayonne river, on the east by lot No. 424, and on the west by the residue of said lot No. 423, with and including the right to occupy one half of the barn and of the stable erected on the said residue of said lot No. 423, belonging to Elisé Barthe, so long as the purchaser shall not have put up a barn and a stable on the said land sold.

To be sold as follows, to wit: lot No. 752, at the church door of the parish of Sainte Elizabeth, on the TENTH of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon, and No. 423, at the church door of the parish of Saint Félix de Valois, on the SAME DAY, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable the fifteenth of July next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Joliette, 4th May, 1896. 2136  
[First published, 9th May, 1896.]

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Kamouraska, to wit: } HENRI JOSEPH SI-  
No. 142. } ROIS, merchant, of  
the parish of Saint George de Cacouna, Plaintiff;  
against PAUL LEPAGE, JUNIOR, of the same place,  
Defendant, to wit:

A lot situate and being in the village of Saint George de Cacouna, of about fifty feet square, and forming part of number thirty-six (No. 36), on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Témiscouata, for the village of Saint George de Cacouna—with a house thereon erected, circumstances and dependencies; bounded on the south and south west by Thomas Michaud, on the north by Miss Clarisse Langlais, and on the north east by Louis St-Pierre. Subject to the charge upon the purchaser of paying Louis St-Pierre, of the said village of Cacouna, a constituted yearly rent of one dollar and fifty cents, payable on the first of November.

To be sold at the church door of the parish of Saint George de Cacouna, on FRIDAY, the TENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the fifteenth day of the same month.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 4th May, 1896. 2154  
[First published, 9th May, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir : } **HENRI JOSEPH SI-**  
 No. 2048. } **ROIS**, marchand, de  
 la paroisse de Saint-George de Cacouna, Deman-  
 deur ; contre **JOSEPH RIOUX**, charretier, du  
 même lieu, Défendeur, c'est à savoir :

Un emplacement situé au village de Saint-George de Cacouna, contenant quatre-vingt-dix pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Saint-George de Cacouna, sous le numéro quatre-vingt-deux (No. 82), formant une superficie d'environ 8,100 pieds français—avec les bâties dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-George de Cacouna, **VENDREDI**, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Bref rapportable le premier jour de juin aussi prochain.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Fraserville, 16 mars 1896. 1499-2  
 [Première publication, 21 mars 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir : } **UGUSTE MARTIN**,  
 No. 2081. } **A** écuyer, notaire, de  
 la paroisse de Saint-Paschal, Demandeur ; contre  
**THOMAS BERUBE**, cultivateur, du même lieu,  
 Défendeur, c'est à savoir :

1° Une terre située en le second rang des concessions de la seigneurie de Kamouraska, contenant en superficie soixante-dix-huit arpents, soixante perches, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de Saint-Louis, sous le numéro deux cent quatre-vingt-quatre (No. 284)—circonstances, appartenances et dépendances.

2° Un certain terrain situé en le troisième rang de la seigneurie susdite, contenant douze arpents en superficie, lequel terrain est connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit comté de Kamouraska, pour la paroisse de Saint-Paschal, sous le numéro deux cent neuf (No. 209), avec tout tel droit de passage, en voiture ou autrement, qu'a et peut avoir le dit défendeur sur le lot (No. 205), du dit cadastre de Saint-Paschal, contigu aux terrains sus-désignés en vertu d'un acte de fixation de rente par sieur Octave Bérubé, en faveur de Olivier Bérubé, son père, exécuté devant Mre A. Martin, notaire, le 29 novembre 1887.

Pour être vendus comme suit : le lot en premier lieu décrit, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, **VENDREDI**, le **DOUZIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi ; et le lot numéro deux, le **MEME JOUR**, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paschal, à **MIDI**. Bref rapportable le seizième jour du même mois.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Fraserville, 7 avril 1896. 1825-2  
 [Première publication, 11 avril 1896.]

**Ventes par le Shérif—Montréal**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux espectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Kamouraska, to wit : } **HENRI JOSEPH SI-**  
 No. 2048. } **ROIS**, merchant, of  
 the parish of Saint George de Cacouna, Plaintiff ;  
 against **JOSEPH RIOUX**, carter, of the same place,  
 Defendant, to wit :

A lot situate in the village of Saint George de Cacouna, containing ninety feet in front by ninety feet in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the village of Saint George de Cacouna, as number eighty-two (No. 82), forming an area of about 8,100 feet french measure—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint George de Cacouna, on **FRIDAY**, the **TWENTY-SECOND** day of **MAY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the first day of June also next.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Shérif.  
 Fraserville, 16th March, 1896. 1503  
 [First published, 21st March, 1896.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Kamouraska, to wit : } **UGUSTE MARTIN**,  
 No. 2081. } **A** esquire, notary, of the  
 parish of Saint Paschal, Plaintiff ; against **THOMAS**  
**BERUBE**, farmer, of the same place, Defendant,  
 to wit :

1° A land situate in the second range of the concessions of the seigniorie of Kamouraska, containing in area seventy-eight arpents, sixty perches, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the said parish of Saint Louis, as number two hundred and eighty-four (No. 284)—circumstances and dependencies.

2° A certain land situate in the third range of the seigniorie aforesaid, containing twelve arpents in area, which land is known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said county of Kamouraska, for the parish of Saint Paschal, as number two hundred and nine (No. 209)—with all the right of passage, driving or otherwise, which the said defendant may have over lot (No. 205), of the said cadastre of Saint Paschal, contiguous to the lands herein above described in virtue of a deed of establishment of rent by Mr. Octave Bérubé, in favor of Olivier Bérubé, his father, before Mre A. Martin, notary, on the 29th of November, 1887.

To be sold as follows, to wit : the lot firstly described, at the church door of the parish of Saint Louis de Kamouraska, on **FRIDAY**, the **TWELFTH** day of **JUNE** next, at **TEN** of the clock in the forenoon ; and lot number two, on the **SAME DAY**, at the church door of the parish of Saint Paschal, at **NOON**. Said writ returnable the sixteenth day of the same month.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Shérif.  
 Fraserville, 7th April, 1896. 1826  
 [First published, 11th April, 1896.]

**Sheriff's Sales—Montreal**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are

vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **DAME MARGARET**  
No. 1505. } **WATSON**, veuve de feu  
John Ogilvie, en son vivant des cité et district de  
Montréal, propriétaire de moulin à farine, L'HONORABLE ALEXANDER W. OGILVIE, sénateur, et PHILIP S. ROSS, comptable, tous des cité et district de Montréal, en leur qualité de fidéicommissaires et exécuteurs testamentaires du testament et du codicile du dit feu John Ogilvie, Demandeurs; contre les terres et tenements de LOUIS HERMENEGILDE POULIOT, des cité et district de MONTREAL, Défendeur.

Deux lots de terre situés dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, connu comme lots numéros soixante et deux et soixante et trois, sur le plan officiel de subdivision du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, sous le numéro douze cent deux (1202-62 et 63). Avec le droit de passage à perpétuité en commun avec les autres personnes ayant droit dans la ruelle en arrière, laquelle mesure quatorze pieds de largeur, mesure anglaise, et communique avec les rues Saint-Jean-Baptiste et Rachel, mais sans aucuns droits de l'encombrer, et sujet à la charge de la garder libre en tout temps—avec deux maisons en briques à trois étages sur fondations en pierre, connues sous les numéros trente-huit (38) et quarante (40); bornés en front par la rue Rivard, et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet prochain.

J. R. THIBAudeau,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 6 mai 1896. 2169  
[Première publication, 9 mai 1896.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **CHARLES DESMAR-**  
No. 36. } **TEAU**, comptable, de la  
cité de Montréal, dûment autorisé sous l'article 772 du code de procédure civile, tel qu'amendé par la 48 Victoria, chapitre 22, section six (6), comme curateur aux biens de Joseph Lecompte, du village incorporé Saint-Jean Baptiste, maintenant faisant partie de la cité de Montréal, quartier Saint-Jean Baptiste, failli.

Un immeuble situé dans la cité de Montréal, et formant partie du lot numéro mille cent trente-sept, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie—avec bâtisses sus-érigées, mesurant le dit lot, soixante-quatre pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur; et borné en front par le chemin Papineau, et en arrière par le Parc Logan, d'un côté au résidu du dit lot appartenant à Wm Mann, et de l'autre côté à la cité de Montréal.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Un dépôt de cinq cents piastres sera requis de chaque enchérisseur lors de sa première enchère.

J. R. THIBAudeau,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 5 mai 1896. 2171  
La publication du vingt-cinq avril est nulle.  
[Première publication, 9 mai 1896.]

required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **DAME MARGARET WAT-**  
No. 1505. } **SON**, widow of the late  
John Ogilvie, in his lifetime of the city and district of Montreal, miller, the HONORABLE ALEXANDER W. OGILVIE, senator, and PHILIP S. ROSS, accountant, all of the city and district of Montreal, in their quality of trustees and executors of the last will and testament and the codicil thereto of the said late John Ogilvie, Plaintiffs; against the lands and tenements of LOUIS HERMENEGILDE POULIOT, of the city and district of Montreal, Defendant.

Two lots of land situate in the Saint James ward, of the city of Montreal, and known as lots numbers sixty-two and sixty-three, upon the official subdivision plan of the lot known on the official plan and book of reference of the said Saint James ward, by the number twelve hundred and two (1202-62 and 63). With the right of passage for ever in common with others having rights therein in the lane in rear, which measure fourteen feet in width, english measure, and communicates with St. Jean Baptiste and Rachel streets, but without any rights to encumber the same and subject to the charge of keeping the same free and clear at all time—with two three stories brick houses on stone foundations known as numbers thirty-eight (38) and forty (40); bounded in front by Rivard street, and outbuildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fifth day of July next.

J. R. THIBAudeau,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 6th May, 1896. 2170  
[First published, 9th May, 1896.]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **CHARLES DESMARTEAU,**  
No. 36. } **C** accountant, of the city  
of Montreal, duly authorized under article 772 of the code of civil procedure, such as amended by the 48 Victoria, chapter 22, section 6, as curator to the estate of Joseph Lecomte, of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, now forming part of the city of Montreal, Saint Jean Baptiste ward, insolvent.

A lot situate in the city of Montreal, and forming part of lot/number one thousand one hundred and thirty-seven, on the official plan and book of reference for Saint Mary's ward—with the buildings thereon erected; said lot measuring sixty-four feet in front by one hundred and fifty feet in depth, and bounded in front by the Papineau road, in rear by Logan Park, on one side by the residue of said lot belonging to Wm. Mann, and on the other side by the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. A deposit of five hundred dollars will be required from every bidder before accepting his first bid.

J. R. THIBAudeau,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 5th May, 1896. 9172  
The publication of the twenty-fifth April is null.  
[First published, 9th May, 1896.]

VENDITIONI EXPONAS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L** E CREDIT FONCIER  
No. 2510. } **L** FRANCO-CANADIEN,  
corps politique et incorporé ayant son principal  
bureau d'affaires en les cité et district de Montréal,  
Demandeur ; contre les terres et tènements de  
THERESE DE MOLL BERCY, fille majeure  
usant de ses droits, de la cité et du district de Mont-  
réal, Défenderesse.

No. 1. Un certain lot de terre situé dans le quartier  
Saint-Louis, dans la cité de Montréal, district de  
Montréal ; borné en front par la rue Sainte-Eliza-  
beth, connu et désigné comme étant le lot numéro  
six cent cinquante-sept (657), des plan et livre de  
renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, dans la  
cité de Montréal, dans le district de Montréal—avec  
les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue dans mon bureau, le VINGT-  
HUITIEME jour de MAI courant, à DIX heures  
de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier  
jour de juin prochain. Un dépôt de cent cinquante  
piastres sera requis de chaque enchérisseur à sa  
première enchère. Pour être vendu à la folle enchère,  
frais et charges de Geo. W. Parent, le ci-devant  
adjudicataire.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 6 mai 1896.  
[Première publication, 9 mai 1896.]

Shérif,  
2167

FIERI FACIAS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **C** HARLES SICOTTE, des  
No. 1018. } cité et district de Mont-  
réal, machiniste, Demandeur ; contre les terres et  
tènements de JOSEPH LOUIS BARRE, des cité et  
district de Montreal, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Jean-  
Baptiste, de la cité de Montréal, district de Mont-  
réal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi  
officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste,  
comté d'Hochelega, district de Montréal, de la cité  
de Montréal, comme lot numéro deux cent soixante  
et trois (263), de la subdivision du lot numéro un  
(1) ; borné en front par la rue Seaton—avec les  
bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de  
Montréal, le DOUZIEME jour de JUIN prochain,  
à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rappor-  
table le vingt-sixième jour de juin prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 7 avril 1896.  
[Première publication, 11 avril 1896.]

Shérif,  
1809-2

FIERI FACIAS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L** 'HONORABLE LOUIS  
No. 971. } **L** FRANCOIS RODRI-  
GUE MASSON, l'un des sénateurs de la Puissance  
du Canada ; Edmond Julien Barbeau, directeur  
du Crédit Foncier Franco-Canadien ; l'honorable  
Alphonse Desjardins, l'un des sénateurs de la Puis-  
sance du Canada ; Alexandre Henri Masson, gentil-  
homme, et Joseph Louis de Gonzague Masson,  
écuyer, médecin, tous cinq de la cité de Montréal,  
dans le district de Montréal, en leur qualité de  
seuls exécuteurs et administrateurs testamentaires et  
fidéicommissaires des biens de la succession de feu  
l'honorable Joseph Masson, en son vivant marchand,  
de la dite cité de Montréal, Demandeurs ; contre  
les terres et tènements de JOHN BAXTER WOOD,  
gentilhomme, de la cité et du district de Montréal,  
Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans le quartier  
d'Hochelega, de la cité de Montréal, dit district de  
Montréal ; borné en front par la rue Darling, por-  
tant le numéro cinquante-neuf (59), de la subdivi-  
sion du lot connu et désigné aux plan et livre de  
renvoi officiels du village incorporé d'Hochelega,  
sous le numéro trente et un (31)—avec les bâtisses

VENDITIONI EXPONAS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **L** E CREDIT FONCIER  
No. 2510. } **L** FRANCO-CANADIEN  
a body politic and corporate having its principal  
office of business in the city and district of Mont-  
real, Plaintiff ; against the lands and tenements of  
THERESE DE MOLL BERCY, spinster *usant*  
*de ses droits*, of the city and district of Montreal,  
Defendant.

No. 1. A certain lot of land situate in the Saint  
Louis ward, in the city of Montreal, district of  
Montreal ; bounded in front by Saint Elizabeth  
street, known and designated as being lot six  
hundred and fifty-seven (657), on the official plan  
and in the book of reference for the said Saint  
Louis ward, in the city of Montreal, in the district  
of Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office on the TWENTY-EIGHTH  
day of MAY instant, at TEN o'clock in the forenoon.  
The said writ returnable on the first day of June  
next. A deposit of one hundred and fifty dollars will  
be required from every bidder at his first bid. To  
be sold at the *folle enchère*, costs and risks of Geo.  
W. Parent, the former *adjudicataire*.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 6th May, 1896.  
[First published, 9th May, 1896.]

Sheriff,  
2168

FIERI FACIAS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **C** HARLES SICOTTE, of the  
No. 1018. } city and district of Mont-  
real, machinist, Plaintiff ; against the lands and  
tenements of JOSEPH LOUIS BARRE, of the  
city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate in Saint Jean Baptiste ward,  
of the city of Montreal, district of Montreal, known  
and designated on the official plan and in the book  
of reference of the incorporated village of Saint  
Jean Baptiste, county of Hochelega, district of  
Montreal, of the city of Montreal, as lot number  
two hundred and sixty-three (263), of the subdivi-  
sion of lot number one (1) ; bounded in front by  
Seaton street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the TWELFTH day of JUNE next, at ELE-  
VEN o'clock in the forenoon. The said writ return-  
able on the twenty-sixth day of June next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 7th April, 1896.  
[First published, 11th April, 1896.]

Sheriff,  
1810

FIERI FACIAS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **L** 'HONORABLE LOUIS  
No. 971. } **L** FRANCOIS RODRI-  
GUE MASSON, one of the senators of the Dominion of  
Canada ; Edmond Julien Barbeau, director of the  
Crédit Foncier Franco-Canadien ; the Honorable  
Alphonse Desjardins, one of the senators of the  
Dominion of Canada ; Alexandre Henri Masson,  
esquire, gentleman, and Joseph Louis de Gonzague  
Masson, esquire, physician, all five of the city of Mon-  
real, in the district of Montreal, acting herein as sole  
testamentary executors and administrators in trust  
(*fidéicommissaires*) to the property of the estate of  
the late Honorable Joseph Masson, in his lifetime  
merchant, of the said city of Montreal, Plaintiffs ;  
against the lands and tenements of JOHN BAXTER  
WOOD, gentleman, of the city and district of Mon-  
real, Defendant.

1° A lot of land situate in Hochelega ward, of  
the city of Montreal, said district of Montreal ;  
bounded in front by Darling street, being number  
fifty-nine (59), of the subdivision of the lot known  
and designated on the official plan and book of  
reference of the incorporated village of Hochelega,  
as number thirty-one (31) — with the buildings

dessus construites et droit de passage en commun dans la ruelle en arrière du dit lot.

2° Un lot de terre sis et situé dans le quartier d'Hochelaga, de la cité de Montréal, dit district de Montréal; borné en front par la rue Darling, portant le numéro soixante (60), de la subdivision du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous le numéro trente et un (31)—avec les bâtisses dessus construites et droit de passage en commun dans la ruelle en arrière du dit lot.

3° Un lot de terre sis et situé dans le quartier d'Hochelaga, de la cité de Montréal, dit district de Montréal; borné en front par la rue Darling, portant le numéro soixante et un (61), de la subdivision du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous le numéro trente et un (31)—avec les bâtisses dessus construites et droit de passage en commun dans la ruelle en arrière du dit lot.

4° Un lot de terre sis et situé dans le quartier d'Hochelaga, de la cité de Montréal, dit district de Montréal; borné en front par la rue Darling, portant le numéro soixante et deux (62), de la subdivision du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous le numéro trente et un (31)—avec les bâtisses dessus construites et droit de passage en commun dans la ruelle en arrière du dit lot.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juin prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif.

Montréal, 7 avril 1896.

[Première publication, 11 avril 1896.]

Shérif.

1815-2

**FIERI FACIAS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: ) JOSEPH ELZEAR BERNÉ, No. 1519. ) THIAUME, agent, des cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de PIERRE PICOTTE et HERNINIE PICOTTE, tous deux des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit Pierre Picotte, l'un des dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir:

1° Un emplacement situé en la ville de Westmount; borné en front par l'avenue Elm, connu et désigné comme partie des subdivisions seize (16) et dix-sept (17), de la subdivision un (1), et comme partie des subdivisions dix-sept (17) et dix-huit (18), de la subdivision deux (2), du lot de terre numéro trois cent soixante et quatorze (374), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, lequel emplacement contenant vingt-cinq pieds de front sur cent un pieds (101) de profondeur, plus ou moins, de mesure anglaise, ne formant qu'une seule et même exploitation—et avec les bâtisses dessus construites.

2° Un autre emplacement contigu, situé au même lieu; borné en front par l'avenue Elm, connu et désigné comme partie des subdivisions dix-sept (17) et dix-huit (18), de la subdivision un (1), et comme partie des subdivisions dix-huit (18) et dix-neuf (19), de la subdivision deux (2), du lot de terre numéro trois cent soixante et quatorze (374), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, lequel emplacement contenant vingt-cinq (25) pieds de front sur cent un (101) pieds de profondeur, plus ou moins, de mesure anglaise, ne formant qu'une seule et même exploitation—et avec les bâtisses dessus construites.

3° Un autre emplacement contigu, situé au même lieu; borné en front par l'avenue Elm, connu et désigné comme partie des subdivisions dix-huit (18) et dix-neuf (19), de la subdivision un (1), et comme partie des subdivisions dix-neuf (19) et vingt (20), de la subdivision deux (2), du lot de terre numéro trois cent soixante et quatorze (374), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la

thereon erected and right of passage in common in the lane in rear of the said lot.

2° A lot of land situate and being in Hochelaga ward, of the city of Montreal, said district of Montreal; bounded in front by Darling street, being number sixty (60), of the subdivision of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, as number thirty-one (31)—with the buildings thereon erected and right of passage in common in the lane in rear of the said lot.

3° A lot of land situate and being in Hochelaga ward, of the city of Montreal, said district of Montreal; bounded in front by Darling street, being number sixty-one (61), of the subdivision of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, as number thirty-one (31)—with the buildings thereon erected and right of passage in common in the lane in rear of the said lot.

4° A lot of land situate and being in Hochelaga ward, of the city of Montreal, said district of Montreal; bounded in front by Darling street, being number sixty-two (62), of the subdivision of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, as number thirty-one (31)—with the buildings thereon erected and right of passage in common in the lane in rear of the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the fifteenth day of June next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,

Montreal, 7th April, 1896.

[Première publication, 11 avril 1896.]

Sheriff.

1816

**FIERI FACIAS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: ) JOSEPH ELZEAR BERNÉ, No. 1519. ) THIAUME, agent, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of PIERRE PICOTTE and HERNINIE PICOTTE, both of the city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to the said Pierre Picotte, one of the said defendants, the following immovable property, to wit:

1° A lot situate in the town of Westmount; bounded in front by Elm avenue, known and designated as part of the subdivisions sixteen (16) and seventeen (17), of the subdivision one (1), and as part of the subdivisions seventeen (17) and eighteen (18), of the subdivision two (2), of the lot of land number three hundred and seventy-four (374), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, said lot containing twenty-five feet in front by one hundred and one (101) feet in depth, more or less, english measure, and forming only one and the same plot—and with the buildings thereon erected.

2° Another lot contiguous situate at the same place; bounded in front by Elm avenue, known and designated as forming part of the subdivisions seventeen (17) and eighteen (18), of the subdivision one (1), and as part of the subdivisions eighteen (18) and nineteen (19), of the subdivision two (2), of the lot of land number three hundred and seventy-four (374), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, said lot containing twenty-five (25) feet in front by one hundred and one (101) feet in depth, more or less, english measure, and forming only one and the same plot—and with the buildings thereon erected.

3° Another lot contiguous situate at the same place; bounded in front by Elm avenue, known and designated as part of the subdivisions eighteen (18) and nineteen (19), of the subdivision one (1), and as part of the subdivisions nineteen (19) and twenty (20), of the subdivision two (2), of the lot of land number three hundred and seventy-four (374), of the official plan and book of reference of

paroisse de Montréal, lequel emplacement contenant vingt-cinq pieds (25) de front sur cent un (101) pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, ne formant qu'une seule et même exploitation—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix huitième jour de juin prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 7 avril 1896. Shérif. 1813-2  
[Première publication, 11 avril 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN**  
No. 764. } **AND INVESTMENT**  
**COMPANY**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de WILFRID PEPIN, du Sault-au-Récollet, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le district de Montréal ; borné en front par l'avenue du Bois de Boulogne, connu et désigné sous le numéro deux cent treize (213), de la subdivision du lot officiel connu sous le numéro trois cent un (301), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse du Sault-au-Récollet, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 10 mars 1896. Shérif. 1327-3  
[Première publication, 14 mars 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JEAN - BAPTISTE AN-**  
No. 735. } **TONIN RIENDEAU**,  
notaire, de la cité et du district de Montréal, Deman-  
deur ; contre les terres et tenements de CLEO-  
PHAS CHENETTE, de la dite cité de Montréal,  
Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt-seize (396), du cadastre du dit quartier Saint-Antoine ; borné en front par la rue Saint-Jacques.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept (397), du cadastre du dit quartier Saint-Antoine ; borné en front par la rue Saint-Jacques.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-neuvieme jour de mai prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 10 mars 1896. Shérif. 1329-3  
[Première publication, 14 mars 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L'HONORABLE FRAN-**  
No. 1532. } **CIS EDWARD GIL-**  
**MAN**, des cité et district de Montréal, avocat,  
Demandeur ; contre les terres et tenements de  
**CAMILLE PROVOST**, des cité et district de Mont-  
réal, entrepreneur ; **F. MONTAGUE SOWDEN**,  
de Saint-Lambert, district de Montréal, comptable ;  
et **CHARLES LIONAIS**, des cité et district de  
Montréal, courtier, Défendeurs.

the municipality of the parish of Montréal, said lot containing twenty-five (25) feet in front by one hundred and one (101) feet in depth, more or less, english measure, forming only one and the same plot—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the TWELFTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the eighteenth day of June next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 7th April, 1896. Sheriff. 1814  
[First published, 11th April, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN**  
No. 764. } **AND INVESTMENT**  
**COMPANY**, a body corporate and politic having its head office and chief place of business in the city and district of Montréal, Plaintiff ; against the lands and tenements of WILFRID PEPIN, of Sault au Recollet, in the district of Montréal, Defendant.

A lot of land situate and being in the parish of Sault au Recollet, district of Montréal ; bounded in front by Bois de Boulogne avenue, known and designated as number two hundred and thirteen (213), of the subdivision of the official lot known as number three hundred and one (301), of the official plan and book of reference of the said parish of Sault au Recollet—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sault au Recollet, on the FIFTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the first day of June next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 10th March, 1896. Sheriff. 1328  
[First published, 14th March, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JEAN BAPTISTE ANTONIN**  
No. 735. } **RIENDEAU**, notary, of the  
city and district of Montréal, Plaintiff ; against the  
lands and tenements of CLEOPHAS CHENETTE,  
of the said city of Montréal, Defendant.

1° A lot of land situate in Saint Antoine ward, of the city of Montréal, district of Montréal, known and designated as number three hundred and ninety-six (396), of the cadastre of the said Saint Antoine ward ; bounded in front by Saint James street.

2° Another lot of land situate at the same place, known and designated as number three hundred and ninety-seven (397), of the cadastre of the said Saint Antoine ward ; bounded in front by Saint James street.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the FIFTEENTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-ninth day of May next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 10th March, 1896. Sheriff. 1330  
[First published, 14th March, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **L'HONORABLE FRAN-**  
No. 1532. } **CIS EDWARD GILMAN**,  
of the city and district of Montréal, advocate, Plain-  
tiff ; against the lands and tenements of **CAMILLE**  
**PROVOST**, of the city and district of Montréal,  
contractor ; **F. MONTAGUE SOWDEN**, of Saint  
Lambert, district of Montréal, accountant ; and  
**CHARLES LIONAIS**, of the city and district of  
Montréal, broker, Defendants.

Saisi comme appartenant au dit défendeur F. Montague Sowden, l'immeuble suivant, à savoir :

Un lot de terre sis et situé dans la municipalité de Saint-Lambert, dans la paroisse de Longueuil, étant la partie nord-ouest du lot numéro cent soixante et douze, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Longueuil, contenant cent trente-huit pieds six pouces de largeur en front et cent trente-cinq pieds de largeur en arrière sur une profondeur de cent quatre-vingt-sept pieds sur la ligne de côté nord-ouest et cent cinquante-huit pieds sur la ligne de côté sud-est, le tout mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front au sud-ouest par la rue Victoria, en arrière au nord-est par le lot numéro cent soixante et deux, sur le dit plan officiel, du côté nord-ouest par le lot numéro cent soixante et onze, sur le dit plan officiel, et du côté sud-est par le résidu du dit lot cent soixante et douze — avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Longueuil, le QUINZIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de mai prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 mars 1896. Shérif. 1331-3

[Première publication, 14 mars 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : **THE MONTREAL LOAN No. 1743. } LAND MORTGAGE COMPANY**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **MICHAEL GILL**, des cité et district de Montréal, commis, Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Gabriel, de la cité de Montréal, connu comme lot numéro deux mille huit cent trente-deux (2832), des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Montréal, le dit lot étant borné comme suit : en front par la rue Saint-Patrice—avec les bâtisses et dépendances sus-érigées.

2° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Gabriel, de la cité de Montréal, connu comme lot numéro deux mille huit cent trente-trois (2833), des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Montréal, le dit lot étant borné en front par la rue Saint-Patrice—avec les bâtisses et dépendances sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juin prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 8 avril 1896. Shérif. 1847-2

[Première publication, 11 avril 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Circuit—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : **JOHN LORIGAN**, manufacturier, de Montréal. Demandeur ; contre les terres et tenements de **GUSTAVE HUGUES LENOIR dit ROLLAND**, du village de Vaudreuil, dit district de Montréal, Défendeur.

1° Deux petites îles appelées l'Isle Lassial et l'Isle Ronde, entourées par les eaux de la rivière Ottawa, dans la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, connues et désignées sous le numéro dix-sept cent soixante et seize (1776) et numéro dix-sept cent soixante et dix-sept (1777), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil.

2° Un emplacement sis et situé dans le village de Vaudreuil, composé des lots numéros sept (7), huit (8) et numéro huit A (No. 8 A), des plan et livre de

Seized as belonging to the said defendant, F. Montague Sowden, the following immoveable, to wit :

That certain lot of land situate lying in the municipality of Saint Lambert, in the parish of Longueuil, being the north westerly part of lot number one hundred and seventy-two, on the official plan and in the book of reference of said parish of Longueuil, containing one hundred and thirty-eight feet six inches in width in front and one hundred and thirty-five feet in width in rear by a depth of one hundred and eighty-seven feet on the north west side line and one hundred and fifty-eight feet on the south east side line, all english measure, and more or less ; bounded in front to the south west by Victoria street, in rear to the north east by lot number one hundred and sixty-two, on said official plan, on the north west side by lot number one hundred and seventy-one, on said official plan, and on the south east side by the remaining portion of said lot number one hundred and seventy-two—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Longueuil, on the FIFTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-seventh day of May next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 9th March, 1896. Sheriff. 1332

[First published, 14th March, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*District of Montreal.*

Montréal, to wit : **THE MONTREAL LOAN No. 1743. } LAND MORTGAGE COMPANY**, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montréal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **MICHAEL GILL**, of the city and district of Montréal, clerk, Defendant.

1° A lot of ground situate in the Saint Gabriel ward, of the city of Montréal, and known as lot number two thousand eight hundred and thirty-two (2832), on the official plan and book of reference for the parish of Montréal, the said lot being bounded as follows : in front by Saint Patrick street—with the buildings and dependencies thereon erected.

2° A lot of ground situate in the Saint Gabriel ward, of the city of Montréal, and known as lot number two thousand eight hundred and thirty-three (2833), on the official plan and book of reference for the parish of Montréal, the said lot being bounded in front by Saint Patrick street—with the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the thirtieth day of June next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 8th April, 1896. Sheriff. 1848

[First published, 11th April, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit Court—District of Montreal.*

Montréal, to wit : **JOHN LORIGAN**, manufacturer, of Montréal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **GUSTAVE HUGUES LENOIR dit ROLLAND**, of the village of Vaudreuil, said district of Montréal, Defendant.

1° Two small islands called Isle Lassial and Isle Ronde, surrounded by the waters of the Ottawa river, in the parish of Saint Michel de Vaudreuil, known and designated as numbers seventeen hundred and seventy-six (1776) and seventeen hundred and seventy-seven (1777), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, in the county of Vaudreuil.

2° A lot situate and being in the village of Vaudreuil, made up of lots numbers seven (7), eight (8) and number eight A (No. 8 A), of the official plan

renvoi officiels du village de Saint-Michel de Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil ; borné en front par la rue Saint-Jean-Baptiste—avec deux maisons en bois dont l'une lambrissée en brique, et autres dépendances sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, le DOUZIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de juin prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
[Montréal, 7 avril 1896. 1811-2  
[Première publication, 11-avril 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*District de Montreal.*

Montréal, à savoir : } LOUIS JEAN-BAPTISTE  
No. 601. } LOUIS MARTIN, gentilhomme,  
de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de tuteur élu en justice à Maria Sarah Odile Agnès Jeanne Coutellier, fille mineure issue du légitime mariage de feu Emile Coutellier et de feu Sarah de Chantal, en leur vivant du même lieu, Demandeur ; contre les terres et tenements de HENRY FITZ WILLIAM BELLEW, de la dite cité de Montréal, Défendeur.

Quatre lots de terre situés dans la ville de Maisonneuve, dans le district de Montréal, connus sous les numéros cent trois, cent quatre, cent cinq et cent six, de la subdivision officielle du lot officiel numéro huit (8-103, 8-104, 8-105, 8-106), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, chaque lot contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise ; bornés en front par l'avenue La Salle, en arrière par une ruelle connue comme lot numéro cent quatorze, de la dite subdivision officielle huit, sur les dits plan et livre de renvoi ; avec le droit de passage dans la dite ruelle et aussi dans les autres ruelles connues sous les numéros cinquante-quatre et quatre-vingt-quatre, de la dite subdivision huit, sur les dits plan et livre de renvoi, et tous les autres droits et intérêts appartenant aux dits immeubles, moins cependant quant au lot cent trois, de la subdivision officielle du lot officiel huit, cette partie sud-est du dit lot contenant neuf pieds et neuf pouces sur le côté sud-ouest, faisant front sur l'avenue La Salle, quinze pieds sur le côté nord-est, faisant front sur une ruelle connue sous le numéro cent quatorze, subdivision officielle du dit lot connu sous le numéro huit, sur le dit plan du village d'Hochelaga, cent pieds de longueur ou de profondeur sur le côté sud-est, cent pieds de longueur ou de profondeur sur le côté nord-ouest, étant une ligne oblique, partant de l'avenue La Salle sur le point nord-ouest, à neuf pieds neuf pouces et s'étendant en largeur au nord-est jusqu'au point nord-ouest des dits quinze pieds ; la dite partie sud-est étant bornée comme suit : en front du côté sud-ouest par la dite avenue La Salle, du côté nord-est par la ruelle ci dessus décrite, du côté sud-est par le lot de terre en premier lieu ci dessus décrit, du côté nord-ouest par le résidu du dit lot officiel cent trois, sur la subdivision officielle du dit lot connu sous le numéro huit, sur le dit plan, le dit lot de terre et la partie sud-est du dit lot sont la partie expropriée par la corporation de la ville de Maisonneuve, pour l'ouverture de la rue Sainte-Catherine.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juin prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 24 mars 1896. 1355-3  
[Première publication, 14 mars 1896, est nulle.]  
[Première publication, 28 mars 1896.]

and book of reference of the vilage of Saint Michel de Vaudreuil, in the county of Vaudreuil ; bounded in front by Saint Jean Baptiste street—with two wooden houses one cased with brick, and other dependancies thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, on the TWELFTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the eighteenth day of June next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 7th April, 1896. 1812  
[First published, 11th April, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } LOUIS JEAN BAPTISTE  
No. 601. } LOUIS MARTIN, gentleman, of  
the city and district of Montreal, in his quality of tutor duly appointed by law to Maria Sarah Odile Agnès Jeanne Coutellier, a minor child issue of the lawful marriage of the late Emile Coutellier and of the late Sarah de Chantal, in their lifetime of the same place, Plaintiff ; against the lands and tenements of HENRY FITZ WILLIAM BELLEW, of the said city of Montreal, Defendant.

Four lots of land situated in the town of Maisonneuve, in the district of Montreal, known as numbers one hundred and three, one hundred and four, one hundred and five and one hundred and six, of the official subdivision of the lot official number eight (8-103, 8-104, 8-105, 8-106), upon the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, containing, each lot, twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, more or less, without guarantee of precise measurement ; bounded in front by La Salle avenue, in rear by a lane known as lot number one hundred and fourteen, of the said official subdivision eight, on the said plan and book of reference ; with the right of passage in said lane and also in the other lanes known as numbers fifty-four and eighty-four, of the same subdivision eight, on the said plan and book of reference, and other rights and interest belonging to the said immoveables, less however as to lot one hundred and three, of the official subdivision of official lot eight, that south east portion of said lot containing nine feet and nine inches on the south west side, fronting La Salle avenue, fifteen feet on the north east side, fronting a lane known under number one hundred and fourteen, official subdivision of said lot known under number eight, on said plan of village of Hochelaga, one hundred feet in length or depth in the south east side, one hundred feet in length or depth in north west side, being an oblique line, starting from La Salle avenue, on the north west point, of the nine feet, nine inches, and extending in breadth to the north east to the north west point of the said fifteen feet ; bounded, said south east portion, as follows : in front on the south west side by said La Salle avenue, on the north east side by the lane above described, on the south east side by the lot of ground firstly above described, on the north west side by the remaining portion of said official lot one hundred and three, on official subdivision of said lot known under number eight, on said plan, said lot of ground and south east portion of said lot are the part expropriated by the corporation of the town of Maisonneuve, for the opening of Sainte Catherine street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of June next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 24th March, 1896. 1356  
[First published, 14th March, 1896, is null ]  
[First published, 28th March, 1896.]

## FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN**  
 No. 2493. } **AND INVESTMENT**  
**COMPANY**, corps politique et incorporé, ayant son  
 principal bureau et sa principale place d'affaires dans  
 les cité et district de Montréal, Demanderesse ;  
 contre les terres et tènements d'ALPHONSE PE-  
 PIN, du Sault-au-Récollet, dans le district de Mont-  
 réal, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la paroisse du Sault-  
 au-Récollet, connu sous le numéro deux cent onze,  
 de la subdivision officielle du lot numéro trois cent  
 un, des plan et livre de renvoi officiels de la dite  
 paroisse du Sault-au-Récollet ; borné en front par  
 l'avenue du Bois de Boulogne—avec les bâtisses  
 sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
 de la paroisse du Sault-au-Récollet, le SEIZIEME  
 jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-  
 midi. Le dit bref rapportable le premier jour de  
 juin prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Montréal, 11 mars 1896. 1353-3  
 [Première publication, 14 mars 1896.]

## Ventes par le Shérif—Ottawa

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les  
 TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés  
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
 respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes  
 personnes ayant à exercer à cet égard des réclama-  
 tions que le Régistrateur n'est pas tenu de mention-  
 ner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du  
 code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le  
 présent requises de les faire connaître suivant la loi.  
 Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire,  
 afin de charge, ou autres oppositions à la vente,  
 excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent  
 être déposées au bureau du soussigné avant les quinze  
 jours qui précéderont immédiatement le jour de la  
 vente ; les oppositions afin de conserver peuvent  
 être déposées en aucun temps dans les six jours  
 après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour Supérieure—Hull.

Canada, } **JOSEPH KAVANAGH**, de  
 Province de Québec, } la cité d'Ottawa, dans le  
 District d'Ottawa, } comté de Carleton, et province  
 No. 7. } d'Ontario, marchand, Deman-  
 seur ; contre les terres et tènements de CHARLES  
 SCHUOB, de Kazabazua, dans les comté et district  
 d'Ottawa, province de Québec, commerçant, Défен-  
 deur, à savoir :

Tout ce morceau, parcel ou lopin de terre situé  
 dans le canton d'Aylwin, dans les comté et district  
 d'Ottawa, et là connu comme le lot 26 B, dans le  
 dit canton d'Aylwin, et formant partie du lot 26,  
 dans le cinquième rang du dit canton d'Aylwin ;  
 borné au sud par le chemin public et No. 26-13, à  
 l'est par le No. 26 A et 26-14, à l'ouest par la ligne  
 entre les cinquième et sixième rangs et No. 26-13,  
 et au nord par partie de 26 C, et mesurent six chaî-  
 nes et cinquante links de largeur, et contenant  
 trente-cinq acres en superficie.

Pour être vendu au bureau du régistrateur pour  
 le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le DIX-  
 HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX  
 heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le  
 vingt-unième jour de juillet prochain 1896.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Cité de Hull, 1er mai 1896. 2157  
 [Première publication, 9 mai 1896.]

## FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN**  
 No. 2493. } **AND INVESTMENT**  
**COMPANY**, a body corporate and politic, having  
 its head office and chief place of business in the city  
 and district of Montreal, Plaintiff ; against the  
 lands and tenements of ALPHONSE PEPIN, of  
 Sault au Récollet, in the district of Montreal, De-  
 fendant.

A lot of land located in the parish of Sault au  
 Récollet, known under the number two hundred  
 and eleven, of the official subdivision of lot number  
 three hundred and one, on the official plan and in  
 the book of reference of the said parish of Sault au  
 Récollet ; bounded in front by Bois de Boulogne  
 avenue (*Avenue du Bois de Boulogne*)—with the  
 buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the  
 parish of Sault au Récollet, on the SIXTEENTH  
 day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.  
 The said writ returnable on the first day of June  
 next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Shérif.  
 Montreal, 11th March, 1896. 1354  
 [First published, 14th March, 1896.]

## Sheriff's Sales—Ottawa

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
 dermentioned LANDS and TENEMENTS have  
 been seized, and will be sold at the respective  
 times and places mentioned below. All persons  
 having claims on the same which the registrar is  
 not bound to include in his certificate under arti-  
 cle 700 of the Code of Civil Procedure of Lower  
 Canada, are hereby required to make them known  
 according to law. All opposition *afin d'annuler r.*  
*afin de distraire, afin de charge* or other oppositions  
 to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*,  
 are required to be filed with the undersigned, at  
 his office, previous to the fifteen days next pre-  
 ceding the day of sale ; oppositions *afin de con-*  
*server* may be filed at any time within six days next  
 after the return of the writ.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Superior Court—Hull.

Canada, } **JOSEPH KAVANAGH**,  
 Province of Quebec, } of the city of Ottawa, in  
 District of Ottawa, } the county of Carleton and  
 No. 7. } province of Ontario, mer-  
 chant, Plaintiff ; against the lands and tenements  
 of CHARLES SCHUOB, of Kazabazua, in the  
 county and district of Ottawa, province of Quebec,  
 trader, Defendant, to wit :

All that certain piece, parcel or tract of land  
 situate in the township of Aylwin, in the county and  
 district of Ottawa, and there known as lot 26 B, in  
 the said township of Aylwin, and forming part of  
 lot 26, in the fifth range of the said township of  
 Aylwin ; bounded on the south by the public road  
 and No. 26-13, on the east by No. 26 A and 26-14,  
 on the west by the line between the fifth and sixth  
 ranges and No. 26-13, and on the north by part of  
 26 C, measuring six chains and fifty links in width  
 and containing thirty-five acres in superficies.

To be sold at the office of the registrar for the  
 county of Ottawa, in the city of Hull, on the  
 EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock  
 in the forenoon. The said writ returnable on the  
 twenty-first day of July next, 1896.

LOUIS M. COUTLEE.

Sheriff's Office, Shérif.  
 City of Hull, 1st May, 1896. 2158  
 [First published, 9th May, 1896.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*De la Cour Supérieure—Hull.*

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 595. } ALPHONSE GABRIEL ST-JULIEN, bourgeois et gentilhomme, de la paroisse de Sainte-Angélique, dans les comté et district d'Ottawa, Demandeur; contre les terres et tenements de FRANCOIS XAVIER FAUCHER dit ST-MAURICE, de la cité de Montréal, et dans le district de Montréal, Défendeur, à savoir :

Un emplacement situé dans le village de Monte-Bello, maintenant connu et désigné comme le numéro cent vingt, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit village de Monte-Bello, dans la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours—avec deux maisons en bois et autres bâtisses en bois dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame de Bonsecours, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de mai 1896.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Cité de Hull, 9 mars 1896. Shérif. 1303-3  
[Première publication, 14 mars 1896.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*De la Cour de Circuit—Papineauville.*

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 221. } JOSEPH CHARLES ARISTE BOCK, cultivateur et propriétaire de moulin, dans la paroisse de Saint-André Avellin, comté et district d'Ottawa, Demandeur; contre les terres et tenements de PAUL EMILE CHARBONNEAU, de la paroisse de Sainte-Angélique, dans le comté d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Un emplacement ou terrain situé dans la côte Saint-Amédée, de la dite paroisse de Sainte-Angélique, et composé de partie du No. 609, du cadastre d'enregistrement de la dite paroisse de Sainte-Angélique, et renfermé dans les bornes et limites suivantes, savoir : ayant soixante et quinze pieds de largeur à sa partie est ou front, et ayant soixante et dix-huit pieds de largeur à sa partie ouest, et ayant à sa ligne nord environ un arpent et un quart, et dans sa ligne sud un arpent de longueur, tenant devant à l'est au chemin de front de la dite côte Saint-Amédée, du côté nord au vendeur, propriétaire du reste du dit terrain No. 609, et de l'autre côté au sud partie à Dame Joseph Bérabin dit St-Denis et partie à John Gallagher, et tenant à l'ouest au dit John Gallagher—avec les bâtisses dessus construites, consistant en une bâtisse en bois et son solage, servant à une fromagerie pour la fabrication du fromage et ses accessoires et d'un moulin à moudre l'avoine pour faire de la moulée et toutes les autres machineries, chaudière, bouilloire et engin à vapeur y attachés.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angélique, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de mai 1896.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Cité de Hull, 9 mars 1896. Shérif. 1305-3  
[Première publication, 14 mars 1896.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*From the Superior Court—Hull.*

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 595. } ALPHONSE GABRIEL ST-JULIEN, citizen and gentleman, of Papineauville, parish of Sainte Angélique, county and district of Ottawa, Plaintiff; against the lands and tenements of FRANCOIS-XAVIER FAUCHER dit ST-MAURICE, of the city of Montreal, in the district of Montreal, Defendant, to wit :

An emplacement situate in the village of Monte Bello, now known and designated under the number one hundred and twenty, of the official plan and book of reference of the cadastre of said village of Monte Bello, in the parish of Notre Dame de Bonsecours—with two houses and other buildings in wood thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Notre Dame de Bonsecours, on the EIGHTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fifth day of May, 1896.

LOUIS M. COUTLEE,

Sheriff's Office, City of Hull, 9th March, 1896. Sheriff. 1304  
[First published, 14th March, 1896.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*From the Circuit Court—Papineauville.*

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 221. } JOSEPH CHARLES ARISTE BOCK, yeoman and mill-owner, of the parish of Saint André Avellin, county and district of Ottawa, Plaintiff; against the lands and tenements of PAUL EMILE CHARBONNEAU, of the parish of Sainte Angélique, in the district of Ottawa, Defendant, to wit :

An emplacement or piece of ground situate in the Côte Saint Amédée, in the said parish of Sainte Angélique, composed of part of the lot 609, of the cadastre of enregistrement of the said parish of Sainte Angélique, and enclosed in the boundaries and limits following, to wit : and having seventy-five feet in breadth at its eastern part to the front, and having seventy-eight feet in breadth at its western part, and having its northern line about one arpent and a quarter, and in its southern line one arpent in length; bounded in front towards the east to the front road of the said Côte Saint Amédée, towards the north side to the vendor, proprietor of the rest of said lot No. 609, and on the other side towards the south partly to Dame Joseph Bérabin dit St-Denis and partly to John Gallagher, and towards the west to the said John Gallagher—with the buildings thereon erected, consisting of a wooden building and its foundation, occupied as a cheese manufactory for the fabrication of cheese and its accessories, and of a mill to grind oats to make moulée and all the other machineries, chaudière, boiler and steam engine thereto attached.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Angélique, on the TWENTY-SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-eighth day of May, 1896.

LOUIS M. COUTLEE,

Sheriff's Office, City of Hull, 9th March, 1896. Sheriff. 1306  
[First published, 14th March, 1896.]

## Sheriff's Sales—Québec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article

mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 709 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître avant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-juré avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juri.

#### VENDITIONI EXPONAS.

Québec, à savoir : } JOHN O'FLAHERTY, de No. 2382. } la cité de Québec, journaliste ; contre THOMAS McLAUGHLIN, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No. 2416, du cadastre officiel du quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Champlain—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le PREMIER jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le troisième jour de juin prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 7 mai 1896. 2137

[Première publication, 9 mai 1896.]

#### FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LEONORE GUERARD, No. 1828. } de la cité de Québec, épicière, veuve de Jean-Baptiste Elzéar Dion, en son vivant aussi épicière, du même lieu ; contre ALEXANDRE VAILLANCOURT, peintre, et HECTOR VAILLANCOURT, plombier, tous deux de la cité de Québec, à savoir :

Saisi comme appartenant au dit Alexandre Vaillancourt :

Le lot No. 771 (sept cent soixante et onze), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un terrain situé sur le côté sud de la rue Hermine—avec bâtisses ; à la charge d'une rente annuelle de cinq piastres, payable le 29 septembre en faveur de MM. Roch Paschal Boisseau et Gaspard Nicolas Boisseau, de Québec, rentiers.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'août prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 7 mai 1896. 2209

[Première publication, 9 mai 1896.]

#### ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } SYDNEY ROBERT BELLING- No. 241. } LINGHAM, de Castle Bellingham, dans le comté de Louth, en Irlande, avocat, et autres ; contre HENRY GILBERT WOODS, autrement connu comme HENRY GILBERT CARSON WOODS, ci-devant de la cité de Québec, mais maintenant de lieux inconnus, à savoir :

Le lot No. 2883 (deux mille huit cent quatre-vingt-trois), du cadastre officiel du quartier du Palais, dans la cité de Québec, étant un lot de terre sur la rue de la Fabrique—avec bâtisses ; sujet aux deux baux de la partie est d'icelui en faveur de Archibald Foulds et autres, passés devant Couture, notaire public, le deuxième jour de février 1894, et enregistrés au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Québec, le 27e jour de juillet 1895, sous les numéros 94472 et 94473 respectivement. Et sujet au bail de la partie ouest d'icelui, en faveur de Henri Beutey, passé devant Sirois, notaire public, le 24e jour d'octobre 1894, enregistré au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Québec, le 29e jour d'octobre 1894, sous le numéro 92960.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Québec, le DOUZIEME jour de JUIN prochain,

700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

#### VENDITIONI EXPONAS.

Quebec, to wit : } JOHN O'FLAHERTY, of the No. 2382. } city of Quebec, journalist ; against THOMAS McLAUGHLIN, of the city of Quebec, to wit :

The lot No. 2416, of the official cadastre for Champlain ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Champlain street—with buildings.

To be sold in my office, at the city of Quebec, on the FIRST day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the third day of June next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 7th May, 1896. 2138

[First published, 9th May, 1896.]

#### FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } LEONORE GUERARD, of No. 1828. } Quebec, grocer, widow of the late Jean Baptiste Elzéar Dion, in his lifetime also grocer, of the same place ; against ALEXANDRE VAILLANCOURT, painter, and HECTOR VAILLANCOURT, plumber, both of the city of Quebec, to wit :

Seized as belonging to the said Alexandre Vaillancourt :

Lot No. 771 (number seven hundred and seventy-one), of the official cadastre of the parish of Saint-Sauveur, in the city of Quebec, being a lot situate on the south side of Hermine street—with buildings. Subject to the charge of an annual rent of five dollars, payable on the twenty-ninth of September to Messrs. Roch Paschal Boisseau and Gaspard Nicolas Boisseau, of Quebec, *rentiers*.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of August next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 7th May, 1896. 2210

[First published, 9th May, 1896.]

#### ALIAS FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } SYDNEY ROBERT BELLING- No. 241. } HAM, of Castle Bellingham, in the county of Louth, in Ireland, advocate, and others ; against HENRY GILBERT WOODS, otherwise known as HENRY GILBERT CARSON WOODS, heretofore of the city of Quebec, but now of parts unknown, to wit :

The lot No. 2883 (two thousand eight hundred and eighty-three), of the official cadastre of Palace ward, of the city of Quebec, being a lot of ground on Fabrique street—with buildings ; subject to the two leases of the easterly part thereof in favor of Archibald Foulds and others, passed before Couture, notary public, on the second day of February, 1894, and registered in the registry office for the registration division of Quebec, on the 27th July, 1895, under the Nos. 94472 and 94473 respectively. And subject to the lease of the westerly part thereof to Henri Beutey, passed before Sirois, notary public, on the 24th day of October, 1894, registered in the registry office for the registration division of Quebec, on the 29th day of October, 1894, under the number 92960.

To be sold in my office, in the city of Quebec, on the TWELFTH day of JUNE next, at TEN o'clock

à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le seizième jour de juin prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 9 avril 1896. Shérif. 1859-2

[Première publication, 11 avril 1896.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **FRANCOIS-XAVIER CANAC** dit MARQUIS, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Famille, Isle d'Orléans, comté de Montmorency ; contre **ELIE DROUIN**, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Famille, Isle d'Orléans, à savoir :

1° Le lot No. 11 (onze), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Famille, étant une terre bornée au nord par Jean Lemelin—circonstances et dépendances.

2° Le lot No. 13 (treize), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Famille, étant une terre bornée au nord par le fleuve Saint-Laurent—avec bâtisses.

3° Le lot No. 14 (quatorze), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Famille, étant une terre bornée au nord par le fleuve Saint-Laurent—avec bâtisses. Les Nos. 11, 13 et 14 (onze, treize et quatorze), pour être vendus en un seul et même lot.

4° Le lot No. 46 (quarante-six), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Famille, étant une terre bornée au nord par le fleuve Saint-Laurent—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Famille, Isle d'Orléans, le **DOUZIEME** jour de **JUIN**, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de juin prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 9 avril 1896. Shérif. 1857-2

[Première publication, 11 avril 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit de Québec.*

Québec, à savoir : } **THE QUEBEC BANK**, corps politique et incorporé ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Québec ; contre **EUGENE GAGNON**, de la cité de Québec.

Le lot No. 3241 (trois mille deux cent quarante et un), du cadastre officiel du quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue d'Aiguillon—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le **QUINZIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de mai prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 12 mars 1896. Shérif. 1359 3

[Première publication, 14 mars 1896.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **TIMOTHY HIBBARD DUNN**, de la cité de Québec, marchand, en sa qualité d'exécuteur et syndic des biens de feu Charles Edward Dunn, en son vivant de la paroisse de Sainte-Ursule, dans le comté de Maskinongé ; contre **TIMOTHY HIBBARD DUNN**, de la cité de Québec, marchand, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Henry Logie Dunn, en son vivant de la cité de Québec, marchand, à savoir :

Partie du lot No. 86 (quatre-vingt-six), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Pétronille de Beaulieu, Ile d'Orléans, dans le comté de Montmorency, étant tout ce lot de terre de forme irrégulière situé dans la paroisse de Saint-Pierre, Ile d'Orléans, près de l'extrémité sud-ouest d'icelle, étant la maison et terrains généralement connus comme "Beaulieu" ; borné en front vers le nord partie par le chemin de la Reine et partie par la propriété de Noël Hill Bowen, et en arrière et de chaque côté aussi par

in the forenoon. The said writ returnable on the sixteenth day of June next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 9th April, 1896. Sheriff. 1860

[First published, 11th April, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **FRANCOIS XAVIER CANAC** dit MARQUIS, farmer, of the parish of Sainte Famille, Isle of Orleans, county of Montmorency ; against **ELIE DROUIN**, farmer, of the parish of Sainte Famille, Isle of Orleans, to wit :

1° Lot No. 11 (eleven), of the official cadastre of the parish of Sainte Famille ; being a land bounded on the north by Jean Lemelin—circumstances and dependences.

2° Lot No. 13 (thirteen), of the official cadastre of the parish of Sainte Famille ; being a land bounded on the north by the river Saint Lawrence—with buildings.

3° Lot No. 14 (fourteen), of the official cadastre of the parish of Sainte Famille, being a land bounded on the north by the river Saint Lawrence—with buildings. Nos. 11, 13 and 14 (eleven, thirteen and fourteen), to be sold in one and the same lot.

4° Lot No. 46 (forty-six), of the official cadastre of the parish of Sainte Famille, being a land bounded on the north by the river Saint Lawrence—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of La Sainte Famille, Isle of Orleans, on the **TWELFTH** day of **JUNE** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable the thirtieth day of June next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 9th April, 1896. Sheriff. 1858

[First published, 11th April, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit of Quebec.*

Québec, to wit : } **THE QUEBEC BANK**, a body politic and corporate, having its chief office and principal place of business in the city of Quebec ; against **EUGENE GAGNON**, of the city of Quebec.

Lot No. 3241 (three thousand two hundred and forty-one), of the official cadastre of Saint John's ward, of the city of Quebec, being a lot situate on D'Aiguillon street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **FIFTEENTH** day of **MAY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable the thirtieth day of May next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 12th March, 1896. Sheriff. 1360

[First published, 14th March, 1896.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **TIMOTHY HIBBARD DUNN**, of the city of Quebec, merchant, in his capacity of executor and trustee of the estate of the late Charles Edward Dunn, in his lifetime of the parish of Sainte Ursule, in the county of Maskinongé ; against **TIMOTHY HIBBARD DUNN**, of the city of Quebec, merchant, in his capacity of executor of the last will of the late Henry Logie Dunn, in his lifetime of the city of Quebec, merchant, to wit :

Part of lot No. 86 (eighty-six), in the official cadastre of the parish of Sainte Pétronille de Beaulieu, Island of Orleans, in the county of Montmorency, being all that certain lot of land of an irregular figure situate in the parish of Saint Pierre, Island of Orleans, near the south west extremity thereof, being the house and grounds generally known as "Beaulieu" ; bounded in front towards the north partly by the Queen's highway and partly by the property of Noël Hill Bowen, and in rear and

le dit Noël Hill Bowen, et contenant en tout deux acres et vingt perches en superficie, mesure anglaise, tel que le dit lot de terre se trouve, et désigné sous le numéro "soixante," et renfermé dans les lettres F, G, H, I, K, L, M, N, P, sur le plan d'une plus grande étendue de propriété au même lieu fait et préparé par MM. Sewell et Temple, arpenteurs jurés, en date du douzième jour de mai mil huit cent soixante et quatre—ensemble avec le droit de passage en tout temps en faveur du propriétaire du dit lot, à pied et en voiture dans le chemin ou avenue communiquant du lot ci-dessus décrit jusqu'au chemin de la Reine, et le droit de passage en tout temps à pied le long du chemin qui conduit de l'escalier jusqu'au quai le long de l'anse appelée "Anse du Fort," tel qu'il apparaît sur le plan ci-dessus mentionné.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Pétronille, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de mai prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Québec, 12 mars 1896. 1361-3  
[Première publication, 14 mars 1896.]

### Ventes par le Shérif—Richelieu

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit, comté d'Yamaska—District de Richelieu.

Sorel, à savoir: } EPHREM CARDIN, Deman-  
No. 609. } deur; contre PHILORUM  
ALIAS FILOROME CHAPDELAINE, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-François du Lac, en la troisième concession, étant le lot numéro cinq cent deux (No. 502), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-François du Lac—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François du Lac, le TREIZIEME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour du mois de juin prochain.

P. GUEVREMONT.

Bureau du Shérif, Shérif,  
Sorel, 8 avril 1896. 1835-2  
[Première publication, 11 avril 1896.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir: } JEAN-BAPTISTE BRU-  
No. 3948. } NELLE, Demandeur; contre  
FRANCOIS BRUNELLE, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Cuthbert, au nord-est du ruisseau Sainte-Catherine, étant le lot numéro douze cent trente-quatre (No. 1234), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Cuthbert.

2° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Cuthbert, au nord-est du ruisseau Sainte-

on either side likewise by the said Noël Hill Bowen, and containing in all two acres and twenty perches, english measure, in superficies, as the said lot of land is laid down and designated under the number "sixty," and inclosed within the letters F, G, H, I, K, L, M, N, P, upon the plan of a larger extent of property at the same place drawn up and prepared by Messrs. Sewell and Temple, sworn land surveyors, and bearing date the twelfth day of May, one thousand eight hundred and sixty-four—together with the right of way at all times in favor of the said lot, both on foot and in vehicles over the road or avenue communicating from the lot above described to the Queen's highway, and the right of way at all times on foot along the path leading from the steps to the wharf along the cove called "Anse du Fort," as shown on the plan above cited.

To be sold at the parochial church door of Sainte Pétronille, on the FIFTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of May next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Quebec, 12th March, 1896. 1362  
[First published, 14th March, 1896.]

### Sheriff's Sales—Richelieu

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the abovementioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

Circuit Court, county of Yamaska—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } EPHREM CARDIN, Plaintiff;  
No. 609. } against PHILORUM ALIAS  
FILOROME CHAPDELAINE, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint François du Lac, in the third concession, being lot number five hundred and two (No. 502), of the official cadastre of the said parish of Saint François du Lac—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint François du Lac, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the thirtieth day of June next.

P. GUEVREMONT.

Sheriff's Office, Sheriff,  
Sorel, 8th April, 1896. 1836  
[First published, 11th April, 1896.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } JEAN BAPTISTE BRUNELLE,  
No. 3948. } Plaintiff; against FRANCOIS  
BRUNELLE, Defendant.

1° A piece of land situate in the parish of Saint Cuthbert, to the north east of the Ruisseau Sainte Catherine, being lot number twelve hundred and thirty-four (1234), of the official cadastre of the said parish of Saint Cuthbert.

2° A piece of land situate in the parish of Saint Cuthbert, on the north east of the Ruisseau Sainte

Catherine, étant les lots numéros douze cent cinquante (No. 1250), douze cent cinquante et un (No. 1251) et douze cent cinquante-deux (No. 1252), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Cuthbert.

3° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Cuthbert, au nord-est du ruisseau Sainte-Catherine, étant le numéro onze cent huit (No. 1108), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Cuthbert—avec les bâtisses dessus érigées.

4° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Cuthbert, au sud-ouest de la rivière Saint-Cuthbert, étant le lot numéro onze cent sept (No. 1107), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Cuthbert—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cuthbert, le DOUZIEME jour du mois de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour du mois de juin prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Sorel, 8 avril 1896.	Shérif. 1833-2
[Première publication, 11 avril 1896.]	

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } LA COMPAGNIE DE NAVI-  
No. 4033. } GATION DU RICHELIEU  
ET D'ONTARIO, Demanderesse; vs. OLIVIER  
HOUE, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-David, rang ou rue Saint-Jean-Baptiste, de la concession Jonathan, connu au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-David, sous les lots numéros quatre cent quatre-vingt-dix-sept (No. 497), quatre cent quatre-vingt-dix-huit (No. 498) et la partie nord-ouest du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (pt No. 499)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-David, le QUINZIEME jour du mois de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour du mois de mai prochain

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Sorel, 10 mars 1896.	Shérif. 1395-3
[Première publication, 14 mars 1896.]	

Catherine, being lots numbers twelve hundred and fifty (No. 1250), twelve hundred and fifty-one (No. 1251) and twelve hundred and fifty-two (No. 1252), of the official cadastre of the said parish of Saint-Cuthbert.

3° A piece of land situate in the parish of Saint-Cuthbert, to the north east of the Ruisseau Sainte-Catherine, being lot number eleven hundred and eight (No. 1108), of the official cadastre of the said parish of Saint-Cuthbert—with buildings thereon erected.

4° A piece of land situate in the parish of Saint-Cuthbert, to the south west of the river Saint-Cuthbert, being lot number eleven hundred and seven (No. 1107), of the official cadastre of the parish of Saint-Cuthbert—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Cuthbert, on the TWELFTH day of the month of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the thirtieth day of the month of June next.

P. GUEVREMONT

Sheriff's Office, Sorel, 8th April, 1896.	Sheriff. 1834
[First published, 11th April, 1896.]	

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } THE RICHELIEU AND ONTA-  
No. 4033. } RIO NAVIGATION COM-  
PANY, Plaintiff; vs. OLIVIER HOUE, Defend-  
ant.

A piece of land situate in the parish of Saint-David, Saint Jean Baptiste range or street, of the Jonathan concession, known on the official cadastre of the said parish of Saint-David, as lots numbers four hundred and ninety-seven (No. 497), four hundred and ninety-eight (No. 498) and the north west part of lot number four hundred and ninety-nine (pt. No. 499)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of the parish of Saint-David, on the FIFTEENTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the fifteenth day of the month of May next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sorel, 10th March, 1896.	Sheriff. 1396
[First published, 14th March, 1896.]	

**Ventes par le Shérif—Rimouski**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit pour le comté de Rimouski, siégeant à Matane.*

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 332. } LOUIS HORACE CHOUINARD, de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, dans le comté de Rimouski, marchand, Demandeur; vs. EDOUARD

**Sheriff's Sales—Rimouski**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court for the county of Rimouski, sitting at Matane.*

Canada, Province of Québec, District of Rimouski, No. 332. } LOUIS HORACE CHOUINARD, of the parish of Saint-Jérôme de Matane, in the county of Rimouski, merchant, Plaintiff; vs. EDOUARD

**SANTERRE**, du lieu appelé "Canton Tessier", susdit comté, cultivateur, Défendeur, savoir :

1° Tous les droits et prétentions, ouvrages et améliorations et bâtisses que le dit défendeur a et peut avoir sur un lot de terre situé dans le troisième rang du canton Tessier, dans le comté de Rimouski, contenant cent quatre acres en superficie, plus ou moins, étant le lot numéro 5, du cadastre officiel pour le troisième rang du dit canton Tessier ; borné d'un côté à l'est à Joseph Simard, et de l'autre côté à l'ouest à Charles Corbin.

2° Tous les droits et prétentions, abatis, ouvrages et améliorations que le défendeur a et peut avoir sur un lot de terre situé dans le troisième rang du canton Tessier, dans le comté de Rimouski, contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins, étant le numéro vingt-cinq a (25 a), du cadastre officiel du troisième rang du dit canton Tessier ; borné d'un côté à l'est à Joseph Simard, et de l'autre côté à l'ouest à la Couronne.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Luc, lieu appelé "Canton Tessier", le ONZIEME jour de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-seize, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-seize.

ALFR. MARTIN,  
Député Shérif.

Bureau du Shérif,  
Rimouski, 5 mai 1896. 2155  
[Première publication, 9 mai 1896.]

**SANTERRE**, of the place called township Tessier, said county, farmer, Defendant, to wit :

1° All the rights, claims, works, improvements and buildings which the said defendant has or may have on a lot of land situate in the third range of the township of Tessier, in the county of Rimouski, containing one hundred and four acres in area, more or less, being lot number 5, of the official cadastre for the third range of the said township Tessier ; bounded on one side to the east by Joseph Simard, and on the other side to the west by Charles Corbin.

2° All the rights, claims, clearances, works and improvements which the defendant has or can have on a lot of land situate in the third range of the township of Tessier, in the county of Rimouski, containing fifty acres in area, more or less, being number twenty-five a (25 a), of the official cadastre of the third range of the said township Tessier ; bounded on one side to the east by Joseph Simard, and on the other side to the west by the Crown.

To be sold at the church door of the parish of Saint Luc, at the place called township Tessier, on the ELEVENTH day of JULY, one thousand eight hundred and ninety-six, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the fifteenth day of July, one thousand eight hundred and ninety-six.

ALFR. MARTIN,  
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,  
Rimouski, 5th May, 1896. 2156  
[First published, 9th May, 1896.]

### Ventes par le Shérif—St-François

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Dans la Cour de Circuit pour le district de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **EDWARD W. TOBIN**,  
No. 704. } du village de Bromp-  
ton Falls, dans le district de Saint-François, com-  
merçant, Demandeur ; contre les terres et tène-  
ments de ETIENNE TREMBLAY, du canton de  
Windsor, dans le susdit district, Défendeur, à sa-  
voir :

Ce morceau ou lot de terre situé dans le canton de Windsor, dans le district de Saint-François, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Windsor, sous le numéro neuf cent quarante-neuf (No. 949), dans le quatorzième rang, contenant cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philippe de Windsor, dans le village de Windsor Mills, le TREIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de décembre prochain.

JOHN McINTOSH,  
Shérif.

Bureau du Shérif,  
Sherbrooke, 6 mai 1896. 2177  
[Première publication, 9 mai 1896.]

### Sheriff's Sales—St. Francis

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS  
have been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below. All persons  
having claims on the same which the Registrar is  
not bound to include in his certificate, under article  
700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada  
are hereby required to make them known according  
to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de dis-  
traire, afin de charge*, or other oppositions to the  
sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are  
required to be filed with the undersigned, at his  
office, previous to the fifteen days next preceding  
the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may  
be filed at any time within six days next after the  
return of the Writ

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*In the Circuit Court, for the district of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **EDWARD W. TOBIN**,  
No. 704. } of the village of Bromp-  
ton Falls, in the district of Saint Francis, trader,  
Plaintiff ; against the lands and tenements of  
ETIENNE TREMBLAY, of the township of Wind-  
sor, in the district aforesaid, Defendant, to wit :

That certain piece or lot of land situate in the township of Windsor, in the district of Saint Francis, known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Windsor, as number nine hundred and forty-nine (No. 949), in the fourteenth range, containing fifty acres of land in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Philippe of Windsor, in the village of Windsor Mills, on the THIRTEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of December next.

JOHN McINTOSH,  
Sherif.

Sheriff's Office,  
Sherbrooke, 6th May, 1896. 2178  
[First published, 9th May, 1896.]

## FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Saint-François, à savoir : } LE CREDIT FON-  
 No 1833. } CIER FRANCO-  
 CANADIEN, Demandeur ; contre ALPHONSE  
 B. COATS ET AL., Défendeurs, à savoir :

Ces lots de terre situés dans le canton de Eaton, dans le district de Saint-François, connus et désignés sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Eaton, comme lots numéros treize a et treize b (Nos 13a et 13b), dans le deuxième rang—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille de Cookshire, dans la ville de Cookshire, le DIXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet prochain.

JOHN McINTOSH.

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Sherbrooke, 6 mai 1896. 2175  
 [Première publication, 9 mai 1896.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } CHARLES H. FLET-  
 No. 625. } CHER, de la cité de  
 Sherbrooke, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur ; contre les terres et tenements de CYPRIEN DENAULT, père, de la dite cité de Sherbrooke, dans le dit district, Défendeur, à savoir :

Ce lot de terre situé dans le quartier est de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme suit :

Le lot numéro quatre (No. 4), du plan de la subdivision officielle du lot numéro huit cent quatre-vingt-seize (No. 896), du plan du cadastre et livre de renvoi pour le quartier est de la dite cité de Sherbrooke ; borné en front par la rue Gay—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu dans mon bureau, au palais de justice, dans la dite cité de Sherbrooke, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juillet prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Sherbrooke, 6 mai 1896. 2179  
 [Première publication, 9 mai 1896.]

## FIERI FACIAS.

*Dans la Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } WILLIAM FAR-  
 No. 55. } WELL. Deman-  
 deur ; contre ADELAIDE W. JEFFERY ET AL., Défendeurs ès qual., et Patrick Hacket, curateur au délaissement fait par les dits défendeurs.

Saisi comme abandonné par les dits défendeurs et en la possession du dit curateur, à savoir :

Le lot numéro sept cent quatre-vingt-cinq (No. 785), du plan du cadastre officiel et livre de renvoi pour le quartier nord de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, situé sur la rue Melbourne, dans la dite cité de Sherbrooke—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu dans mon bureau, au palais de justice, dans la dite cité de Sherbrooke, le SEIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour d'août prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Sherbrooke, 10 mars 1896. 1321-3  
 [Première publication, 14 mars 1896.]

## FIERI FACIAS.

*Superior Court—District of Montreal.*

Saint Francis, to wit : } LE CREDIT FONCIER  
 No. 1833. } FRANCO-CANADIEN,  
 Plaintiff ; against ALPHONSE B. COATS ET AL.,  
 Defendants, to wit :

Those certain lots of land situate in the township of Eaton, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Eaton, as the lots numbers thirteen a and thirteen b (Nos. 13a and 13b), in the second range—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Camille of Cookshire, in the town of Cookshire, on the TENTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of July next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Sherbrooke, 6th May, 1896. 2176  
 [First published, 9th May, 1896.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court—District of Saint-François.*

Saint Francis, to wit : } CHARLES H. FLET-  
 No. 625. } CHER, of the city of  
 Sherbrooke, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff ; against the lands and tenements of CYPRIEN DENAULT, père, of the said city of Sherbrooke, in said district, Defendant, to wit :

That certain lot of land situate in the east ward of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, known and designated as follows :

The lot number four (No. 4), on the official subdivision plan of the lot number eight hundred and ninety-six (No. 896), of the cadastral plan and book of reference for the east ward of the said city of Sherbrooke ; bounded in front by Gay street—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at my office, at the court house, in the said city of Sherbrooke, on the ELEVENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of July next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Sherbrooke, 6th May, 1896. 2180  
 [First published, 9th May, 1896.]

## FIERI FACIAS.

*In the Superior Court—District of Saint-François.*

Saint Francis, to wit : } WILLIAM FARWELL,  
 No. 55. } Plaintiff ; against  
 ADELAIDE W. JEFFERY ET AL., Defendants  
 ès qual., and Patrick Hacket, curator to the délaissement made by defendants.

Seized as surrendered by the said defendants and in the possession of the said curator, to wit :

The lot number seven hundred and eighty-five (No. 785), on the official cadastral plan and book of reference for the north ward of the city of Sherbrooke, in the district of Saint-François, situate on Melbourne street, in the said city of Sherbrooke—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at my office, at the court house, in the said city of Sherbrooke, on the SIXTEENTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of August next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Sherbrooke, 10th March, 1896. 1322  
 [First published, 14th March, 1896.]

## Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*La Cour de Circuit pour le comté de Missisquoi, dans la ville de Farnham, dans le district de Bedford, Canada,*  
Province de Québec,  
District de Saint-Hyacinthe.  
No. 190.

PROSPERE MAILLE, Défendeur, à savoir :

Un lopin de terre situé en la paroisse de l'Ange-Gardien, district of Saint-Hyacinthe, rang Saint-Charles, connu et désigné sous le numéro quatre cent trente-deux (432), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de l'Ange-Gardien; borné en front par le chemin du rang Saint-Charles, en profondeur par les terres du canton de Farnham, d'un côté par le terrain de Louis Lacaille ou représentants, et de l'autre côté par celui de A. Favreau ou représentants, de la contenance de deux arpents de largeur sur trente-quatre de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses; à y distraire le terrain de la compagnie de chemin de fer "Stanstead, Shefford et Chambly."

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de l'Ange-Gardien, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le vingt-huitième jour de mai prochain.

V. B. SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 11 mars 1896. 1371-3  
[Première publication, 14 mars 1896.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Montréal.*  
Trois-Rivières, à savoir : } LE CREDIT FON-  
No. 2593. } CIER FRANCO-  
CANADIEN, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en la cité et district de

## Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*The Circuit Court for the county of Missisquoi, in the town of Farnham, in the district of Bedford, Canada,*  
Province of Quebec,  
District of Saint Hyacinthe.  
No. 190.

PERE MAILLE, Defendant, to wit :

A lot of land situated in the parish of L'Ange Gardien, district of Saint Hyacinthe, Saint Charles range, known and designated under number four hundred and thirty-two (432), of the official plan and book of reference for the said parish of L'Ange Gardien; bounded in front by the range Saint Charles highway, in depth by the lands of Farnham canton, on one side to Louis Lacaille or representatives, and on the other side to A. Favreau or representatives, containing two arpents in width and thirty-four in depth, more or less—with buildings; (*à y distraire*) less the land of the Stanstead, Shefford and Chambly Railway Company.

To be sold at the church door of the said parish of L'Ange Gardien, the EIGHTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable the twenty-eighth day of MAY next.

V. B. SICOTTE,

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Hyacinthe, 11th March, 1896. 1372  
[First published, 14th March, 1896.]

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court—District of Montréal.*  
Montréal, to wit : } LE CREDIT FON-  
No. 2593. } CIER FRANCO-  
CANADIEN, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montréal,

Montréal, Demandeur ; contre JAMES CASSIDY, de la paroisse de Sainte-Monique, district de Trois-Rivières, es qualité de tuteur à son enfant mineur Cassidy, du même lieu, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur es qualité : La moitié indivise du lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Monique, sur l'île de la Fourche, à la concession sud-ouest d'icelle, étant le lot numéro cinq cent cinquante-cinq, des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Sainte-Monique—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Monique, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de juillet prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 6 mai 1896. 2185  
[Première publication, 9 mai 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Trois-Rivières, à savoir : } LE CREDIT FON-  
No. 812. } CIER FRANCO-  
CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et district de Montréal, Demandeur ; vs. JAMES CASSIDY, Défendeur.

La moitié indivise du lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Monique, sur l'île de la Fourche, à la concession sud-ouest d'icelle, étant le lot numéro cinq cent cinquante-cinq, des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Sainte-Monique—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Monique, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de juillet prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 6 mai 1896. 2183  
[Première publication, 9 mai 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } THOMAS VANASSE,  
No. 91. } fils d'Olivier, Deman-  
deur ; contre ISAIE MARCHAND, Défendeur

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé, dans le village Maskinongé, communément appelé Pont Maskinongé, portant le numéro sept cent treize (713), du cadastre officiel d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé, le DIX-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dix-neuvième jour de mai prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 11 mars 1896. 1357-3  
[Première publication, 14 mars 1896.]

Plaintiff ; against JAMES CASSIDY, of the parish of Sainte Monique, district of Three Rivers, in his quality of tutor to his minor child Cassidy, of the same place, Defendant.

As belonging to the said defendant es qualité : The undivided half of the lot of land situate and being in the parish of Sainte Monique, in Ile à la Fourche, on the south west concession thereof, being number five hundred and fifty-five, of the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Sainte Monique—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Monique, on the fourteenth day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fourth day of July next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 6th May, 1896. 2186  
[First published, 9th May, 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Three Rivers, to wit : } LE CREDIT FONCIER  
No. 812. } FRANCO-CANADIEN,  
a body politic and corporate, having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; vs. JAMES CASSIDY, Defendant.

The undivided half of the lot of land situate and being in the parish of Sainte Monique, in Ile à la Fourche, on the south west concession thereof, being lot number five hundred and fifty-five, of the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Sainte Monique—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Monique, on the FOURTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fourth day of July next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 6th May, 1896. 2184  
[First published, 9th May, 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } THOMAS VANASSE,  
No. 91. } son of Olivier, Plain-  
tiff ; against ISAIE MARCHAND, Defendant.

A lot situate in the parish of Saint Joseph de Maskinongé, in the village of Maskinongé, commonly called Pont Maskinongé, being number seven hundred and thirteen (713), of the official registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of Saint Joseph de Maskinongé.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de Maskinongé, on the NINETEENTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the nineteenth day of May next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 11th March, 1896. 1358  
[First published, 14th March, 1896.]

## Avis du Gouvernement

No 2126-91.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Détacher de la paroisse de "Portneuf," comté de Portneuf, les lots Nos 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68 et 69, du cadastre de la paroisse de "Saint-Basile," dans le dit comté, et les réannexer (pour les fins scolaires) à la dite paroisse de Saint-Basile.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1896). 2229

## Government Notices

No. 2126-91.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To detach from the parish of "Portneuf," county of Portneuf, lots Nos. 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68 and 69, of the cadastre of the parish of "Saint Basile," in the said county, and re-annex them (for school purposes) to the said parish of Saint Basile.

This annexation to take effect only on the 1st of July next (1896). 2230

## Avis Divers

Province de Québec, } *Cour Supérieure pour le*  
District de Montréal. } *Bas-Canada.*  
No. 295.

Dame Marie Louise Labelle, épouse de Honoré Souchereau, tous deux du village de Vaudreuil, dans le district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice *in formâ pauperis*, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

BASTIEN & LAMARCHE,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 5 mai 1895. 2227

*Cour Supérieure—Saint-Hyacinthe.*

No. 62.

Zénaïde Fafard, épouse de Arsène Paquet, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hugues, dans le district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué contre son époux une action en séparation de biens.

BLANCHET & BEAUREGARD,  
Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 7 mai 1896. 2231

Une assemblée générale des actionnaires de La Compagnie d'Assurance contre le feu Saint-Laurent, incorporée en vertu de la loi 49 et 50 Victoria, de la province de Québec, chapitre 71, aura lieu au No. 180, rue Saint-Jacques, Montréal, Chambre 7, troisième étage, le treizième jour de mai prochain, à onze heures de l'avant-midi, dans le but d'élire des directeurs et pour autres affaires.

F. GAUTHIER,  
Directeur provisoire.

Montréal, 27 avril 1896. 2073

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, } *Superior Court for Lower*  
District of Montreal. } *Canada.*  
No. 295.

Dame Marie Louise Labelle, wife of Honoré Souchereau, both of the village of Vaudreuil, in the district of Montreal, and duly authorized to ester en justice *in formâ pauperis*, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

BASTIEN & LAMARCHE,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 5th May, 1896. 2228

*Superior Court—Saint Hyacinthe.*

No. 62.

Zénaïde Fafard, wife of Arsène Paquet, farmer, of the parish of Saint Hugues, in the district of Saint Hyacinthe, has, this day, instituted against her husband an action for separation of property.

BLANCHET & BEAUREGARD,  
Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinthe, 7th May, 1896. 2232

A general meeting of the shareholders of "La Compagnie d'Assurance contre le feu Saint-Laurent," incorporated under 49 and 50 Victoria, of the province of Quebec, chapter 71, will be held at 180, Saint James street, Montreal, Room 7, third floor, on the thirteenth day of May next, at eleven o'clock in the forenoon, for the purpose of electing directors and other business.

F. GAUTHIER,  
Provisional director.

Montreal, 27th April, 1896. 2074

Index des avis paraissant une première fois  
dans la "Gazette Officielle".—No. 19

	Pages
<b>ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :</b>	
Annexer à Saint-Basile divers lots de Portneuf.....	1219
<b>CERCLE AGRICOLE :</b>	
Notre-Dame de Pierreville.....	1174
<b>FAILLITES :</b>	
Bernard <i>et al.</i> .....	1192
Bourguignon.....	1190
Budds.....	1192
Choquet.....	1188
Cowan & Cie.....	1190
Delle Picotte.....	1189
Dme Dufour.....	1191
Hethrington & Cie.....	1191
Lapierre.....	1189
Laurent.....	1191
Levesque.....	1189
Morris <i>et al.</i> .....	1190
Odell.....	1189
Patton.....	1189
Pedneault & Tremblay.....	1191
Picotte.....	1188
Prudhomme.....	1190
Rivet.....	1191
Rose.....	1190
Seale & Son.....	1192
Thomas & Cie.....	1192

Index of notices appearing for the first time  
in the "Official Gazette".—No. 19

	Pages
<b>MUNICIPALITY ANNEXED :</b>	
To annex to Saint Basile several lots of Portneuf.....	1219
<b>FARMERS' CLUB :</b>	
Notre Dame de Pierreville.. .. .	1174
<b>INSOLVENTS :</b>	
Bernard <i>et al.</i> .....	1192
Bourguignon.....	1190
Budds.....	1192
Choquet.....	1188
Cowan & Co.....	1190
Delle Picotte.....	1189
Dme Dufour.....	1191
Hethrington & Co.....	1191
Lapierre.....	1189
Laurent.....	1191
Levesque.....	1189
Morris <i>et al.</i> .....	1190
Odell.....	1189
Patton.....	1189
Pedneault & Tremblay.....	1191
Picotte.....	1188
Prudhomme.....	1190
Rivet.....	1191
Rose.....	1190
Seale & Son.....	1192
Thomas & Co.....	1192

## LETTRES PATENTES, DEMANDE DE :

Canada Liquor Co. .... 1183

## SEPARATION DE BIENS :

Dme Booth vs. Nelson ..... 1183  
 Dme Fafard vs. Paquet ..... 1219  
 Dme Labelle vs. Souchereau ..... 1219

## TERRES DE LA COURONNE :

*Avis de cancellation, etc. :*

Arundel ..... 1174  
 Canton Chilton ..... 1175  
 Canton Labarre ..... 1175  
 Canton Matapédia ..... 1175  
 Canton Thetford ..... 1175  
 Canton Wolfe ..... 1175

## VENTES PAR LES SHÉRIFS :

## BEAUCÉ :

Hearn *et al* vs. Hon. McGreevy ..... 1193

## BEAUHARNOIS :

Smith vs. Cameron ..... 1194

## BEDFORD :

Dme Guertin vs. Dme Molleur *et al* ..... 1196  
 Eaves vs. Greene ..... 1195  
 Trust & Loan Co. vs. McAllister ..... 1196

## GASPÉ :

Beaudry vs. Fitzpatrick ..... 1198

## JOLIETTE :

Barthe vs. Robillard ..... 1200

## KAMOURASKA :

Sirois vs. Lepage, fils ..... 1201

## MONTREAL :

Crédit Fonc. Franco Canadien vs. Berczy. 1204  
 Dme Watson *et al* vs. Pouliot ..... 1203  
 Lecompte, Failli ..... 1203

## OTTAWA :

Kavanagh vs. Schuob ..... 1209

## QUÉBEC :

Dme Guérard vs. Vaillancourt *et al* ..... 1211  
 O'Flaherty vs. McLaughlin ..... 1211

## RIMOUSKI :

Chouinard vs. Santerre ..... 1214

## SAINT-FRANÇOIS :

Crédit Fonc. Fr. Canadien vs. Coats *et al*. 1216  
 Fletcher vs. Denault ..... 1216  
 Tobin vs. Tremblay ..... 1215

## TROIS-RIVIÈRES :

Crédit Fonc. Fr. Canadien vs. Cassidy... 1218  
 Crédit Fonc. Fr. Canadien vs. Jas. Cas-  
 sidy ..... 1217

## LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :

Canada Liquor Co. .... 1183

## SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Booth vs. Nelson ..... 1183  
 Dme Fafard vs. Paquet ..... 1219  
 Dme Labelle vs. Souchereau ..... 1219

## CROWN LANDS :

*Notice of cancellation, etc. :*

Arundel ..... 1174  
 Township Chilton ..... 1175  
 Township Labarre ..... 1175  
 Township Matapédia ..... 1175  
 Township Thetford ..... 1175  
 Township Wolfe ..... 1175

## SHERIFFS' SALES :

## BEAUCÉ :

Hearn *et al* vs. Hon. McGreevy ..... 1193

## BEAUHARNOIS :

Smith vs. Cameron ..... 1194

## BEDFORD :

Dme Guertin vs. Dme Molleur *et al* ..... 1196  
 Eaves vs. Greene ..... 1195  
 Trust & Loan Co. vs. McAllister ..... 1196

## GASPÉ :

Beaudry vs. Fitzpatrick ..... 1198

## JOLIETTE :

Barthe vs. Robillard ..... 1200

## KAMOURASKA :

Sirois vs. Lepage, junior ..... 1201

## MONTREAL :

Crédit Fonc. Franco Canadien vs. Berczy. 1204  
 Dme Watson *et al* vs. Pouliot ..... 1203  
 Lecompte, Insolvent ..... 1203

## OTTAWA :

Kavanagh vs. Schuob ..... 1209

## QUÉBEC :

Dme Guérard vs. Vaillancourt *et al* ..... 1211  
 O'Flaherty vs. McLaughlin ..... 1211

## RIMOUSKI :

Chouinard vs. Santerre ..... 1214

## SAINT FRANCIS :

Crédit Fonc. Fr. Canadien vs. Coats *et al*. 1216  
 Fletcher vs. Denault ..... 1216  
 Tobin vs. Tremblay ..... 1215

## THREE RIVERS :

Crédit Fonc. Fr. Canadien vs. Cassidy... 1218  
 Crédit Fonc. Fr. Canadien vs. Jas. Cas-  
 sidy ..... 1217